

LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 180 – Juin 2007

0,80 €

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

Pour une lutte de classe pour défendre nos acquis !

15 mai – La victoire de Nicolas Sarkozy, le candidat de la droite musclée, aux élections présidentielles du 6 mai annonce de nouvelles attaques contre la classe ouvrière. Sarkozy exprimait le plus clairement la nécessité pour la bourgeoisie française d'attaquer les travailleurs pour augmenter le taux de profit : le capitalisme français est en perte de vitesse

L'unité de LO et LCR derrière Royal et ses partenaires bourgeois est une trahison des intérêts de la classe ouvrière et des minorités – Collaboration de classes et consensus raciste ont gonflé les voiles de Sarkozy

économiquement en Europe par rapport à ses concurrents, notamment l'Allemagne, alors que l'Europe elle-même décroche par rapport au Japon et aux USA. Sarkozy va aussi davantage mettre la politique extérieure française en accord avec son rang diminué de puissance impérialiste de troisième ordre dans le monde, un déclin qui ne s'est qu'accroché pendant l'ère Chirac.

La virulence du programme anti-ouvrier, anti-immigrés et anti-jeunes de Sarkozy était telle qu'il a vampirisé une bonne partie de l'électorat du fasciste Le Pen – celui-ci a pu se consoler en constatant que les thèmes qui ont dominé la campagne électorale représentaient une victoire idéologique du

Front national. Dès le soir des élections les flics, déployés en masse dans les banlieues et les centres-villes, ont commencé à se déchaîner contre les jeunes. Cinq jours plus tard le ministre des flics annonçait qu'il y avait eu presque 900 arrestations avec de nombreux jeunes déjà condamnés à de la prison ferme allant pour quatre d'entre eux jusqu'à 12 mois pour soi-disant avoir jeté des cocktails Molotov contre des flics. Nous exigeons : **Libération immédiate et amnistie des manifestants anti-Sarkozy ! Levée des inculpations !**

Mais Ségolène Royal, candidate de « la gauche », n'offrait aucune alternative à Sarkozy ; elle s'affirmait tout autant dévouée à



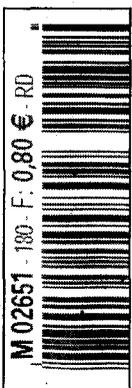
Robert François/AFP

Ci-dessous : Manifestation de grévistes de PSA Citroën Aulnay dans l'usine de Saint-Ouen le 6 mars. Il n'est pas dit que les attaques de Sarkozy vont se solder par un massacre unilatéral des acquis ouvriers.

LP/G.B.



satisfaire les besoins de la bourgeoisie française. Encore lors de son débat télévisé avec lui le 3 mai, Royal a tenté de débordé Sarkozy... sur la droite en lui reprochant d'être incapable de restaurer l'ordre dans les banlieues. Elle disait entre autres qu'avec le programme de Sarkozy de réduire les effectifs parmi les fonctionnaires il ne pourrait pas augmenter le nombre de flics et de juges qu'elle jugeait nécessaire. Elle a réitéré ses propositions d'encadrement militaire des jeunes et que la moindre infraction devait absolument être punie. Sur



les sans-papiers elle a convenu que Sarkozy et elle étaient d'accord pour déporter y compris les grands-pères d'enfants scolarisés, la seule différence étant qu'elle le ferait « humainement » et pas sous les yeux de leurs profs. Et ainsi de suite, au point que Sarkozy paraissait tout à fait légitime dans ses diatribes contre les immigrés et les jeunes des banlieues. Comme nous le disions dans notre dernier numéro, sur cette base-là les travailleurs politiquement arriérés allaient plutôt voter Sarkozy qui, lui, a prouvé qu'il est déterminé à réprimer les jeunes, alors qu'avec Royal ce ne sont que des promesses.

Le PS et le PCF sont des partis ouvriers-bourgeois, c'est-à-dire qu'en raison de leurs liens organiques avec les syndicats ils ont une base ouvrière, mais une direction et un programme totalement procapitalistes. En tant que marxistes révolutionnaires notre perspective stratégique est de dresser la base prolétarienne de ces partis contre leur direction en gagnant les travailleurs à un programme d'indépendance de classe, de lutte de classe, une perspective révolutionnaire. Cela fait plus de 100 ans que le PS trahit les travailleurs, y compris en participant à l'administration de l'Etat bourgeois. Royal se présentait aux élections dans le cadre d'un bloc politique avec la bourgeoisie, représentée directement par le Parti radical de gauche de Jean-Michel Baylet et Christiane Taubira et par le Mouvement républicain et citoyen de Jean-Pierre Chevènement. Et après le premier tour des élections Royal a cherché à élargir ses alliances vers la droite en invitant les démocrates-chrétiens de Bayrou. Après le désastre qu'a subi le PCF, avec le score le plus bas de son histoire au premier tour des présidentielles, une partie du PS, qui pense que le PCF ne lui est plus d'aucune utilité ni électoralement ni dans les luttes sociales, se tourne logiquement vers la droite pour ses combinaisons parlementaires.

Nous avons souligné pendant la campagne qu'un tel bloc, que ce soit avec Bayrou ou simplement avec les « républicains » de Chevènement, représente un front populaire, où un ou des partis réformistes de la classe ouvrière (ici le PS, avec le PCF en annexe officielle) s'allient avec la bourgeoisie sur la base d'un programme de gestion du capitalisme. Dans une telle alliance les réformistes s'engagent par avance à défendre les intérêts de la bourgeoisie contre ceux du prolétariat. La classe ouvrière a des intérêts antithétiques de ceux de la bour-



S. Ortolu/20 Minutes

Manifestation à Roissy le 14 décembre 2006. A bas la chasse aux sorcières raciste « antiterroriste » !

geoisie : cette dernière, la classe dominante, se base sur l'exploitation dans les usines de la force de travail des prolétaires, dont elle extrait ses profits, et elle utilise son Etat – ses flics, ses prisons, ses tribunaux – pour assurer le maintien et le renforcement de cette exploitation. Pour lutter pour ses intérêts, la classe ouvrière doit comprendre l'opposition fondamentale entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie, pas se subordonner à celle-ci dans une alliance politique. La distinction entre « gauche » et « droite » fait elle-même disparaître la distinction entre les partis ouvriers et les partis bourgeois. Quand un parti ouvrier s'allie à un parti bourgeois, même « de gauche », cela va directement à l'encontre de la nécessité pour la classe ouvrière de s'organiser indépendamment de la bourgeoisie.

Nous avons, sans ambiguïté, appelé à ne pas voter pour Royal ni au premier, ni au deuxième tour des présidentielles. Et c'est la même chose pour les élections législatives. Nous disions qu'il n'y avait dans ces élections « aucun choix pour les travailleurs », et nous avons refusé d'appeler à voter pour aucun des candidats, contrairement à Lutte ouvrière (LO) et à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Besancenot, qui ont directement ou indirectement appelé à voter Royal au deuxième tour. Plus fondamentalement, les capitulations de ces organisations ces dernières années face à l'offensive idéologique de la réaction ont ouvert la voie à la poussée

Suite page 24

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José

Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier

Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

MEETING-DEBAT DE LA LTF

Judi 31 mai, 19h30

**Pour une lutte de classe
pour défendre nos acquis !**

Avec aussi une présentation
sur la lutte pour la libération
de Mumia Abu-Jamal

Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

(Métro Rue des Boulets)

Contact : 01 42 08 01 49

PARUTION DU N° 6 DANS LA COLLECTION
PROMETHEUS RESEARCH SERIES

En hommage à trois dirigeantes de la LCI



Martha Phillips

Workers Vanguard



Susan Adams

Spartacist

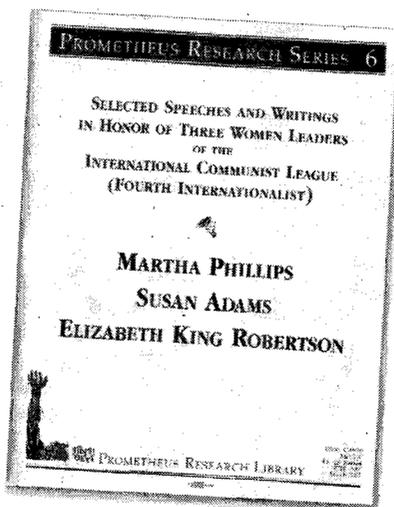


Elizabeth King Robertson

Famille Robertson

La Prometheus Research Library (PRL – Bibliothèque de recherche Prométhée) est fière d'annoncer la publication du n° 6 de *Prometheus Research Series (PRS)*, « Discours et textes choisis en hommage à trois dirigeantes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) : Martha Phillips, Susan Adams, Elizabeth King Robertson ». Cette brochure à la mémoire de trois camarades remarquables est un témoignage aux efforts humains et à la motivation politique les plus élevés : la lutte pour forger une avant-garde prolétarienne révolutionnaire et internationaliste combattant pour de nouvelles révolutions d'Octobre, la première étape nécessaire vers la libération de l'humanité qui se fera grâce à la création d'une société communiste sans classes.

La PRL comprend les archives de référence centrales de la Spartacist League/U.S. Cette nouvelle publication est quelque peu différente, dans sa portée, des précédentes publications de *Prometheus Research Series* qui se focalisaient sur des documents et des écrits historiques clés. Cette nouvelle publication ajoute une dimension dans les buts de la PRL de rassembler, de préserver et de rendre disponible le passé historique du mouvement ouvrier international. De ce point de vue il y a une continuité révolutionnaire ininterrompue remontant jusqu'aux bolchéviks de Lénine et Trotsky. L'équipe et les camarades de la PRL qui ont conçu cette brochure se sont inspirés de l'hommage biographique produit par le Département pour l'étude de l'histoire de la révolution d'Octobre et du RKP(b) du comité central du Parti communiste russe (bolchévique), *En mémoire des combattants de la révolution prolétarienne morts en 1917-1921* (Moscou-Leningrad, Gosizdat, 1925). Un motif graphique de ce livre a été repris et reproduit sur la page de dédicace du n° 6 de *Prometheus Research Series*.



Cette brochure de 96 pages, qui inclut 15 pages de photographies, peut être commandée à la SEDI pour 5 euros (voir l'encadré).

Nous reproduisons ci-dessous l'introduction du Prometheus Research Series n° 6 écrite par l'équipe de la PRL.

* * *

Martha Phillips, Susan Adams et Elizabeth King Robertson étaient des camarades très chères qui ont perdu la vie trop tôt alors qu'elles étaient à leur apogée en tant que dirigeantes communistes. Nous leur rendons hommage dans cette brochure de *Prometheus Research Series* parce qu'il y a beaucoup à apprendre de leur vie pleine de détermination. Ici la mémoire est un acte politique. Trop souvent les éloges tendent à devenir des hagiographies, faisant disparaître les travers pour élever les mortels à une stature mythologique. Les saints ne dirigent pas des révolutions socialistes prolétariennes. Ce sont des personnes exceptionnelles dévouées à un but politique qui le font : des personnes comme Martha Phillips, Susan Adams et Elizabeth King Robertson.

Cette brochure n'inclut qu'une sélection de la grande quantité de présentations et de lettres venues de toute l'Internationale à propos de Martha Phillips, Susan Adams et Elizabeth King Robertson. Un guide pour de plus amples lectures sur elles et pour des articles écrits par elles est inclus en annexe.

Ces trois femmes étaient des cadres de haut niveau de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), c'est-à-dire la LCI. Qu'elles soient venues à la conscience politique à travers les luttes contre la guerre impérialiste américaine au Vietnam, la lutte pour la libération des Noirs et pour les droits des femmes, n'est pas quelque chose d'inhabituel pour des femmes de leur génération. Ce qui est

remarquable et atypique pour leur génération cependant, c'est qu'elles sont restées fidèles à leur engagement pour la révolution prolétarienne bien après que la plupart des radicaux de cette époque avaient fait la paix avec l'ordre capitaliste et avaient mis au rebus la politique révolutionnaire comme des erreurs de jeunesse en des temps enivrants.

Ce que disait Friedrich Engels aux obsèques de son camarade Karl Marx décrit avec justesse ce qui animait Martha Phillips, Susan Adams et Elizabeth King Robertson :

« Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation. *La lutte était son élément.* »

La chronique présentée ici des vies de ces femmes, faite à travers les hommages de leurs plus proches camarades, est aussi un récit puissant et plein d'anecdotes de l'histoire politique de la Spartacist League/LCI à des tournants clés dans l'histoire mondiale. Ces trois femmes ont donné le meilleur d'elles-mêmes pour construire le parti léniniste-trotskyiste nécessaire pour diriger le prolétariat à la victoire. La création d'une organisation de jeunesse de notre parti, l'établissement de fractions syndicales, notre extension internationale, la codification des normes organisationnelles léninistes, la formation de nouveaux cadres, la sélection et la mise à l'épreuve d'une direction, étaient en bonne partie le travail de ces trois femmes.

Le rôle joué par ces femmes dans les luttes de la LCI pour défendre et étendre la révolution d'Octobre met en évidence le rapport entre les individus et les forces objectives de l'histoire. Martha Phillips a été une dirigeante dans la lutte de la LCI pour réimplanter le programme et l'histoire authentiques du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky en Union soviétique. Martha a été assassinée à son poste à Moscou en février 1992. La LCI a mené une campagne internationale pour qu'une enquête soit menée sur ce crime atroce, mais celui-ci n'est toujours pas élucidé.

Susan Adams, qui a joué un rôle central dans la section américaine puis dans la section française de la LCI, a relevé le drapeau et continué le travail pour construire le noyau du parti trotskyste en Russie, après que la contre-révolution capitaliste avait renversé les acquis de la Révolution russe d'octobre 1917. Trotsky décrivait l'Union soviétique sous la domination stalinienne comme un Etat ouvrier dégénéré – malgré l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie, les bienfaits économiques de la collectivisation de l'industrie subsistaient. La destruction de l'Union soviétique a été un énorme coup porté contre la classe ouvrière internationale. La conscience

politique a été rejetée en arrière alors que la bourgeoisie triomphante menait une campagne mensongère clamant que « le communisme est mort ». Le travail de Susan Adams est l'affirmation que le communisme vit dans les luttes du prolétariat contre l'exploitation capitaliste raciste à travers le monde.

Notre propre parti n'était pas imperméable aux pressions réactionnaires de la période politique. Elizabeth Robertson a joué un rôle central dans notre lutte pour reconstruire un parti gravement endommagé, y compris à travers l'examen extraordinaire et impitoyable de son propre rôle – une capacité rarement vue dans n'importe quel milieu. En se mettant en avant, alors qu'elle était déjà très malade, Lizzy a montré l'exemple de la responsabilité politique dont chaque cadre du parti doit faire preuve. Son travail méticuleux, réfléchi et approfondi, codifié dans les statuts et directives organisationnelles internationales de la LCI, est vital dans la lutte continue pour construire une internationale centraliste-démocratique que Lénine et Trotsky reconnaîtraient comme la leur.

L'examen de la vie et du travail de Martha Phillips, Susan Adams et Elizabeth Robertson est riche en leçons politiques pour tous nos camarades, et spécialement les jeunes camarades, qui portent une responsabilité particulière dans la bataille de tout le parti pour la continuité révolutionnaire. Trotsky adressait ses remarques à la jeunesse quand il tirait le bilan de la perte de son camarade Koté Zinzadzé :

« Les Partis communistes d'Occident n'ont pas encore éduqué des militants du type Zinzadzé. C'est là leur faiblesse principale qui est déterminée par des raisons historiques, mais qui, pour cela, ne cesse d'être une faiblesse. L'Opposition de gauche des pays occidentaux ne fait pas exception – dans ce sens – et il faut bien s'en rendre compte.

« C'est précisément à la jeunesse oppositionnelle que l'exemple de Zinzadzé peut et doit servir d'enseignement. Zinzadzé était la négation vivante de toute sorte d'arrivisme politique, c'est-à-dire de capacité de sacrifice des principes, des idées et des tâches de la cause au nom des buts personnels. Cela ne signifie nullement la négation de l'ambition révolutionnaire justifiée. Non, l'ambition politique est un ressort important de la lutte. Mais le révolutionnaire commence là où l'ambition personnelle est entièrement mise au service d'une grande idée, se soumet librement à elle et se confond avec elle. Flirter avec les idées pour des raisons de carrière personnelle, voilà ce que Zinzadzé a condamné impitoyablement par sa vie et par sa mort. L'ambition de Koté était l'ambition d'une fidélité révolutionnaire inébranlable. Cela doit servir d'enseignement à la jeunesse prolétarienne. »

– « Devant la tombe fraîche de Koté Zinzadzé »,
7 janvier 1931

Nous pensons que Trotsky aurait reconnu ces trois femmes comme des camarades du calibre de Koté Zinzadzé. ■

PROMETHEUS RESEARCH SERIES

N° 1 : Guidelines on the Organizational Structure of Communist Parties, on the Methods and Content of Their Work
Traduction anglaise complète et précise de la résolution du Comintern de 1921, d'après l'original en allemand. Août 1988, 94 pages, 6 €.

N° 2 : Documents on the « Proletarian Military Policy »
Comprend des documents du mouvement trotskyste aux Etats-Unis et en Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale. Février 1989, 102 pages, 9 €.

N° 3 : In Memoriam, Richard S. Fraser : An Appreciation and Selection of His Work

Une sélection d'écrits du camarade Richard S. Fraser (1913-1988), qui fut le précurseur de la conception marxiste de l'oppression des Noirs aux Etats-Unis. Août 1990, 108 pages, 7 €.

N° 4 : Yugoslavia, East Europe and the Fourth International: The Evolution of Pabloist Liquidationism

Par Jan Norden. Couvre la discussion au sein de la Quatrième Internationale autour de sa réaction défectueuse à la révolution yougoslave et la scission Tito-Staline de 1948. Mars 1993, 70 pages, 7 €.

N° 5 : Marxist Politics or Unprincipled Combinationism? Internal Problem of the Workers Party

Document de Max Shachtman, tiré d'un bulletin interne du Workers Party des Etats-Unis en 1936. Avec des annexes, une introduction et un glossaire de la PRL. Septembre 2000, 88 pages, 7 €.

Chèques à l'ordre de la SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10. Port inclus. Pour toute information sur les commandes groupées et les tarifs internationaux, écrire à l'adresse ci-dessus.

Rodney King à Mont-Saint-Aignan

A bas la terreur raciste des flics de la République !

Nous reproduisons ci-après un tract de la LTF du 9 avril.

* * *

Mardi 3 avril, vers 22 heures 45, les flics, les flics municipaux et des maîtres-chiens ont tabassé avec une violence inouïe Bachir N. et Charles-François N. place Colbert à Mont-Saint-Aignan, dans la banlieue de Rouen, suite à un banal accident de voiture dont la seule « victime » avait été un lampadaire. Les flics ont lâché les chiens contre un des deux jeunes qui était au sol, menotté, et qui ensuite a été étranglé par le bras et a eu la gorge écrasée par la ranger d'un des flics. Sous une pluie de coups et d'insultes racistes, l'un des flics aurait dit « ici il n'y a pas de témoin. Si vous voulez,

que confrontent les jeunes à la peau foncée et les immigrés, à la Gare du Nord, dans les cités ainsi que dans leurs luttes comme au moment de la révolte des banlieues en octobre-novembre 2005. C'est la même violence policière qu'ont subie les manifestants anti-CPE l'année dernière, et que confrontent les travailleurs quand les CRS attaquent les piquets de grève. C'est le même Etat qui organise des rafles jusqu'aux portes des écoles, qui déporte en masse les sans-papiers, qui perpétue l'ordre néo-colonial français en Afrique et ailleurs. **A bas le plan de terreur raciste Vigipirate ! A bas les expulsions ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Troupes françaises hors d'Afrique, hors du Liban, d'Afghanistan et des Balkans !**

Levée immédiate des inculpations contre Bachir N. et Charles-François N. !

on va vous faire comme à Rodney King » (*l'Humanité*, 7 avril). Rodney King est un homme noir qui avait été tabassé à Los Angeles par les flics en 1992 ; la diffusion d'une vidéo de la scène avait provoqué une révolte massive à Los Angeles. Ici, l'enfer a duré pas moins de quarante minutes, et il a été filmé puis diffusé sur France 3 grâce à Romain, un étudiant courageux, qui de sa fenêtre assistait à la scène.

Suite à leur torture aux mains des flics les deux jeunes étudiants rouennais ont passé 48 heures en garde à vue ; ils ont été mis en examen et risquent des années de prison ! Il faudrait organiser des actions massives de protestation centrées sur la classe ouvrière pour protester contre cette atrocité raciste et exiger la **levée de toutes les inculpations contre Bachir N. et Charles-François N.** La lutte contre le CPE a encore montré que c'est la classe ouvrière qui a la puissance sociale pour faire reculer les capitalistes et leur Etat, parce qu'elle peut bloquer l'économie et stopper le flot des profits. Elle doit être mobilisée en son propre nom en défense de ses intérêts de classe et en défense de tous ceux qui sont opprimés par le capitalisme raciste. Les jeunes d'origine maghrébine et africaine font partie intégrante du prolétariat multiracial de ce pays, comme on peut le voir en ce moment avec la grève des ouvriers de PSA à Aulnay. La lutte contre l'oppression raciste est cruciale pour l'unité de la classe ouvrière de ce pays. Pour cela, il lui faut une nouvelle direction, une direction révolutionnaire tirant parti de toutes les manifestations de l'oppression capitaliste pour montrer à la classe ouvrière la nécessité de se mettre à la tête de tous les opprimés pour renverser une bonne fois pour toutes ce système pourri auquel sont inhérents le racisme et l'oppression des femmes et des minorités sexuelles.

Cette terreur raciste de l'Etat est loin d'être une « bavure » ou un « dérapage ». C'est la violence quotidienne des flics

L'Etat au fond se résume à des détachements spéciaux d'hommes armés, tels que les flics, les matons, l'armée elle-même, qui ont le monopole de la violence légale. Ils sont là pour défendre la propriété privée et les intérêts de la classe bourgeoise, contre les travailleurs et les opprimés. Contrairement à ce que colportent les réformistes, comme par exemple la Gauche révolutionnaire, les flics ne sont pas des travailleurs en uniforme mais les chiens de garde des capitalistes.

Mais Ségolène Royal a promis d'ouvrir les commissariats de police 24 heures sur 24, ce qui garantit par avance la multiplication des tabassages racistes, comme celui de Mont-Saint-Aignan, au moindre accident égratignant un lampadaire. Dans sa déclaration du 6 avril sur Mont-Saint-Aignan, la LCR propose l'abolition de la Brigade anti-criminalité ; mais la BAC n'était nullement à l'origine de cette attaque des flics ! Royal demande le rétablissement de la « police de proximité », et au fond c'est aussi la perspective de la LCR, son porte-parole Besancenot répondant « pourquoi pas » quand on lui demande ce qu'il pense de la police de proximité (par exemple le 8 février sur France 2). Besancenot demande aussi l'interdiction des tasers, mais les flics de Mont-Saint-Aignan n'en avaient pas besoin pour sévir ! C'est une caractéristique fondamentale du réformisme de prêcher que la police pourrait être mise au service de la population, du genre protéger la veuve et l'orphelin, alors qu'elle est là pour protéger le système capitaliste.

Le système capitaliste est basé sur l'exploitation de la classe ouvrière, où les capitalistes s'approprient le profit. Les capitalistes, une minorité de la population qui possède les moyens de production, cherchent constamment à accroître le taux de profit pour rester compétitifs sur le marché, ce qui veut dire accentuer l'exploitation et mater la résistance des travailleurs. Pour éradiquer l'exploitation, l'oppression raciale, les guerres impérialistes, il faut lutter pour de nouvelles révolutions prolétariennes, comme la Révolution russe d'octobre 1917 qui avait détruit l'Etat bourgeois et instauré la dictature du prolétariat. Une telle révolution, et son extension

Suite page 10

Le réformisme de Lutte ouvrière en action

Leçons de la grève chez PSA Citroën-Aulnay

5 mai – Après 6 semaines de grève, les ouvriers de PSA Citroën-Aulnay ont décidé le 10 avril de reprendre le travail. C'était la plus importante grève dans l'industrie automobile en France depuis plus de dix ans. C'était aussi une grève qui a brutalement mis en lumière l'oppression raciste qui imbibe profondément cette société capitaliste ; les travailleurs ayant les emplois les plus pénibles, les salaires les plus misérables et les pires conditions de travail, et qui n'ont vu d'autre choix que de se battre pour gagner le minimum nécessaire pour vivre décemment, ces travailleurs étaient en grande majorité d'origine africaine et surtout nord-africaine, venant des mêmes banlieues où a éclaté la révolte il y a 18 mois contre une meurtrière répression policière.

Environ 400 grévistes ont pris part à la grève jusqu'au bout. Ne voyant aucune perspective d'extension de la grève à d'autres usines du groupe Peugeot, et face à l'intransigeance des patrons, ils ont fini par reprendre le travail, sans avoir obtenu aucune concession sérieuse. La grève a été défaite, mais les travailleurs n'ont pas été écrasés. Il faut tirer les leçons politiques de cette grève, et ce d'autant plus que pour toute une couche de jeunes travailleurs c'était leur première grande expérience de grève, et qu'elle annonce d'autres luttes.

Pour gagner contre les patrons et leur Etat, le mouvement ouvrier doit utiliser des méthodes lutte de classe. Ce qui était posé dans cette grève, comme dans toute grève, c'était l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la classe ennemie, c'est-à-dire les capitalistes et leur Etat. De leur côté, les patrons ont employé les grands moyens pour essayer d'étouffer les grèves de solidarité parmi les sous-traitants, comme chez Lear qui produit les sièges de voitures, des grèves qui ont sérieusement perturbé la production des voitures. Les patrons ont eu recours à toutes les formes d'intimidation pour démoraliser les grévistes, y compris le harcèlement des huissiers, les courriers sur l'argent qu'ils avaient déjà perdu suivant le décompte de leurs journées de grève, etc.

La grève a été dirigée centralement par des militants de la CGT partisans de Lutte ouvrière (LO), qui ont montré dans l'action la banqueroute politique de leur organisation réformiste. Parmi les organisations soi-disant « trotskystes », Lutte ouvrière se proclame haut et fort « du côté des travailleurs », contrairement à la LCR de Besancenot qui s'adresse davantage aux petits-bourgeois radicaux ; mais, pendant la grève de PSA, LO a poussé les travailleurs à se tourner « du côté »... de l'ennemi de classe capitaliste. LO s'est ainsi bien gardée de lutter contre les illusions qu'il pouvait y avoir parmi les ouvriers que l'Etat bourgeois serait un organisme qui peut aider les travailleurs ; elle a au contraire semé et entretenu de telles illusions parmi les grévistes. C'est tout le contraire d'une politique marxiste révolutionnaire expliquant, comme nous l'avons fait dans notre tract sur la grève (reproduit ci-

après), que l'Etat est un appareil répressif au service des patrons qui devra être détruit dans une révolution prolétarienne et être remplacé par des détachements ouvriers armés. En se tournant vers l'Etat capitaliste, les dirigeants de la grève ont affaibli la compréhension des travailleurs qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes, et ils ont renforcé la main de l'appareil répressif des capitalistes.

Les dirigeants de la grève ont sans cesse obscurci la ligne de classe entre les patrons et les ouvriers en mélangeant les appels justifiés à la solidarité de classe des travailleurs et à ce que d'autres usines entrent dans la lutte, avec des appels à l'Etat capitaliste. Par exemple, ils ont fait appel au préfet pour qu'il intervienne vis-à-vis des patrons pour organiser l'ouverture de négociations, comme si le préfet, le représentant du ministre des flics Sarkozy au niveau du département, pouvait servir d'arbitre impartial ou pro-grévistes ; les « négociations » organisées par le préfet n'ont rien donné car elles étaient destinées à démobiliser les travailleurs.

Les dirigeants de la grève ont placé leurs espoirs dans le tribunal de Bobigny... qui a statué que la plupart des intérimaires embauchés pour casser la grève l'avaient été à juste titre, vu qu'ils remplaçaient des malades. Ils ont fait appel au Ministère de l'Emploi, qui heureusement à notre connaissance ne s'est pas mêlé de cette lutte car il n'aurait pu le faire que pour désorienter les travailleurs et les pousser à capituler.

Ils ont aussi fait appel aux municipalités, autrement dit l'autorité de l'Etat au niveau municipal, qui dans certains cas ont apporté quelques maigres subsides aux grévistes. Ces mêmes municipalités, dirigées souvent par des élus PCF, contrôlent les offices de HLM pratiquant la ségrégation raciste au nom de la « mixité sociale » et ordonnent les expulsions pour loyer impayé ; ces municipalités trouvaient là une occasion peu coûteuse de rétablir leur réputation dans la classe ouvrière. Il n'est pas possible de gérer le capitalisme dans l'intérêt des travailleurs, ni au niveau du gouvernement national ni non plus au niveau municipal.

Dans la campagne électorale, et devant l'usine PSA, nous n'avons cessé de mettre en garde que LO servait de rabatteur de gauche pour le front populaire de Ségolène Royal (voir notre article de première page). On en a eu une cruelle illustration avec la grève de PSA Aulnay ; d'après *Libération* (11 avril) les dirigeants de la grève ont « dû négocier pendant quinze jours » pour obtenir de Royal qu'elle vienne devant l'usine soutenir les grévistes. Elle a fini par venir le 2 avril ; après s'être fait attendre plus d'une heure, elle s'est tout d'abord enfermée dans la gaitoune à l'entrée de l'usine avec les journalistes. Comme le rapporte le reporter du *Bolchévique* qui, lui, discutait avec les ouvriers :

« Finalement Royal est sortie de la gaitoune et elle a commencé à parler en disant aux ouvriers qu'ils font partie d'une entreprise extraordinaire, qui fait face à plein de nouveaux défis, ne sont-

ils pas fiers de leur entreprise ? Les ouvriers, pris au dépourvu, ont mollement dit oui. Elle a continué un peu sur le même ton, droit dans sa ligne de "réconcilier les Français avec l'entreprise". Elle a souligné que la grève n'est pas une solution, que cela coûte cher, y compris aux grévistes. Elle a quand même exigé l'ouverture de négociations et souligné que les 120 euros obtenus chez Magnetto c'était pas mal – autant pour la revendication de 300 euros des grévistes ! Les travailleurs écoutaient dans un silence complet. »

Mais il y a quelque chose d'encore plus écœurant que cet humiliant sermon fait par Royal aux grévistes en lutte contre la famille Peugeot : c'est comment la LCR de Besancenot et Lutte ouvrière ont fait passer Royal et son front populaire comme l'amie des ouvriers. Alors que même un journal capitaliste comme *Libération* (11 avril) rapportait des propos de gréviste protestant que Royal était venue « pour dire d'applaudir notre entreprise », Lutte ouvrière au contraire disait dans son journal (6 avril) que « Ségolène Royal en tournée électorale est venue dire aux grévistes qu'ils ont raison » et, lors du meeting d'Arlette Laguiller au Zénith à Paris le 15 avril, Philippe Julien, dirigeant de la grève, a mentionné que « même Ségolène Royal est venue, sans son drapeau bleu-blanc-rouge, pour rencontrer des ouvriers en grève ». Elle n'avait peut-être pas de drapeau tricolore, mais elle brandissait en tout cas l'étendard du capitalisme français, celui contre lequel étaient en lutte les ouvriers. La prostration de LO devant Royal à Aulnay avait évidemment tout à voir avec le fait que LO se préparait à voter pour la « petite reine » qui roule pour la famille Peugeot.

Et la LCR n'était pas en reste. Le 3 avril, le lendemain de la visite de Royal, Alain Krivine, dirigeant historique de la LCR, tenait un meeting sur la fac de Paris 8 (Saint-Denis). En réponse à notre intervention contre leur soutien à Royal, Krivine a déclaré tout de go : « C'est *bien* que Ségolène Royal soit allée voir les salariés à Aulnay. » Il a mentionné qu'il s'était décarcassé pendant deux jours en octobre 2005 pour organiser un meeting commun à Marseille lors de la grève de la SNCM, qui avait réuni dans la plus parfaite fraternité des politiciens capitalistes (Jean-Luc Benhamias, des Verts), Olivier Besancenot, Arlette Laguiller ainsi que Jean-Luc Mélenchon du PS et Marie-George Buffet du PCF, deux ex-ministres de Jospin (et à ce titre ex-collègues de Royal). Nous avons à l'époque dénoncé dans *le Bolchévick* (n° 174, décembre 2005) comment LO et LCR œuvraient ainsi à réhabiliter le PS, qui peu avant n'osait pas montrer ses dirigeants dans des rassemblements ouvriers de peur de se faire virer par des ouvriers en colère contre les crimes anti-ouvriers de Jospin ; nous expliquions déjà que LO et LCR œuvraient ainsi à préparer le front populaire pour les élections de 2007. LO et LCR au fond faisaient pression pour que le PS se donne une façade un peu moins anti-ouvrière (LO mettait partout des autocollants « l'unité oui, mais dans la lutte »), une condition nécessaire pour que LO et LCR puissent appeler de façon crédible à voter pour le front populaire. Comme nous l'écrivions il y a plus de vingt ans dans notre brochure *Lutte ouvrière : ékonomisme et étroitesse nationale* :

« L'ékonomisme de LO, c'est le refus d'avancer un programme contre l'oppression raciale, le refus de défendre les piquets de grève, le refus de lutter pour des mobilisations ouvrières de masse contre la menace fasciste, la capitulation devant le front populaire en votant en 1981 pour Mitterrand. C'est la régression



AFP

Ségolène Royal vient « réconcilier les Français avec l'entreprise » en vantant les mérites de PSA devant les ouvriers grévistes, le 2 avril. Royal, ou la « petite reine » qui roule pour Peugeot.

au niveau du vieux programme de la social-démocratie classique qui se divise en un programme minimum de réformes possibles dans le cadre du capitalisme et un programme maximum, le "socialisme" du dimanche. »

Nous sommes intervenus dans cette grève en allant soutenir les grévistes devant l'usine, en diffusant notre tract et en vendant notre journal. Beaucoup d'ouvriers appréciaient que nous abordions de front la question du racisme, si centrale dans cette grève et pourtant escamotée par LO et la LCR (elles ont chacune écrit huit articles dans leur hebdomadaire, mais rien dans ces articles, à part les photos, ne pouvait même donner à penser que les grévistes n'étaient pas tous « français-français »). Sur l'université de Paris 8 nous avons cherché à mobiliser les étudiants pour qu'ils se solidarisent avec les grévistes, y compris en organisant des collectes pour les grévistes (plus de cent euros ont été collectés et donnés aux grévistes). Le Comité de défense sociale a par ailleurs également versé un chèque de cent euros au fonds de grève. Nous encourageons nos lecteurs à envoyer des chèques pour soutenir les grévistes à : CGT PSA Aulnay, boulevard André-Citroën, 93600 Aulnay-sous-Bois.

Nous reproduisons ci-après notre tract du 21 mars que nous avons diffusé par centaines aux grévistes.

* * *

Il faut des piquets de grève pour consolider la grève ! Victoire à la grève de PSA Aulnay !

**Pleins droits de citoyenneté pour tous les
immigrés ! A bas la discrimination raciste
contre les jeunes des banlieues !**

21 mars – Depuis le 28 février les travailleurs de l'usine PSA Citroën à Aulnay sont en grève ; ils revendiquent 300 euros d'augmentation de salaire, le départ en retraite des travailleurs âgés de 55 ans, et l'embauche des précaires et intérimaires en CDI. La grève a été déclenchée par la victoire-

éclair des grévistes de Magnetto, l'ancienne unité d'embou-tissage sur le site de PSA externalisée : en trois jours de grève fin février ils ont obtenu 130 euros d'augmentation, 5 jours de congés supplémentaires et l'embauche de 10 intérimaires, dont, surtout, 5 désignés par le syndicat ! **Victoire à la grève de PSA Aulnay !**

Il y a environ 500 grévistes depuis le début de la grève, y compris des dizaines d'intérimaires, sur un effectif de plus de 3 000 travailleurs. De plus, selon *le Monde* (18-19 mars), il y a aussi 300 travailleurs en arrêt de maladie, au lieu de quelques dizaines habituellement. Du coup les patrons ont déjà perdu plusieurs milliers de voitures, et surtout, de leur point de vue, des millions d'euros en profits. Depuis 25 ans l'industrie automobile en France a été profondément restructurée. Après la défaite des grèves des années 1980 la production a été en partie reléguée à des sociétés de sous-traitance où les conditions de travail et de salaires sont encore pires que dans les grands groupes automobiles. Mais les grèves victorieuses de GEFCO et de Magnetto ces dernières années, par exemple, montrent que la production « juste à temps » rend les capitalistes encore plus vulnérables à une grève. Pour repousser l'offensive permanente des patrons pour augmenter les cadences, il faut l'unité des travailleurs. Cela exige de lutter pour que les ouvriers dans les sociétés sous-traitantes obtiennent les mêmes conditions que dans les grandes entreprises. **Une industrie, un seul syndicat, y compris pour les sous-traitants et intérimaires !** Nous sommes pour de tels **syndicats industriels**, contre la division en diverses chapelles séparées par des nuances politiques, et qui alternativement brisent la grève de l'autre. **Il faut syndiquer les non-syndiqués !**

Pour consolider la grève et l'élargir au-delà du noyau de 500 grévistes en ralliant les hésitants, qui sont nombreux, une direction révolutionnaire dans les syndicats chercherait à construire **des piquets de grève** pour bloquer la production et toucher les patrons là où ça fait mal – leurs profits. Comme l'écrivait le révolutionnaire russe Léon Trotsky dans le *Programme de transition* : « Les PIQUETS DE GREVE sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. »

Mais à PSA Aulnay la direction de la grève, où Lutte ouvrière joue un rôle central, n'a organisé ni piquet, ni occupation de l'usine. Dans le journal de la grève daté du 19 mars, le comité de grève annonce que « les syndicats ont écrit au préfet du 93 pour qu'il intervienne auprès de la direction pour qu'elle ouvre des négociations portant sur l'ensemble des revendications des grévistes. » Le préfet, c'est le représentant du ministre de l'Intérieur Sarkozy au niveau du 9-3 ! Il est du côté des capitalistes, jamais du côté des travailleurs. N'est-ce pas le préfet du 9-3 qui par exemple a retiré leur badge à des dizaines de travailleurs sur l'aéroport de Roissy, et donc leur droit au travail, au nom de la chasse aux sorcières raciste « contre le terrorisme » ?

L'Etat bourgeois : un appareil répressif pour maintenir l'exploitation capitaliste

Les dirigeants de la grève se tournent vers l'Etat bourgeois pour qu'il intervienne contre l'embauche d'intérimaires par les patrons pour essayer de briser la grève : ils ont ainsi déposé plainte auprès des tribunaux capitalistes pour faire constater par huissier et condamner l'embauche de ces intérimaires. C'est propager de cruelles illusions, en pleine bataille, dans la « neutralité » de l'Etat capitaliste. N'im-

porte qui sait que les huissiers, ces auxiliaires de l'Etat, sont ceux qui viennent constater les « entraves à la liberté du travail » quand un piquet de grève bloque l'entrée aux bri-seurs de grève, et ce sont eux qui appliquent les expulsions locatives et viennent vous harceler pour des factures impayées.

L'Etat capitaliste, c'est fondamentalement un appareil répressif, avec ses flics « de proximité », ses CRS, ses juges, ses gardiens de prison et son armée : un ensemble de détachements spéciaux d'hommes en armes, comme les décrivait Friedrich Engels, le camarade de Karl Marx, pour maintenir l'ordre social capitaliste de la propriété privée des moyens de production, où la production est déterminée par le profit individuel des capitalistes, comme la famille Peugeot, pas par les besoins de la société. Le tribunal de Bobigny lui-même a passé des centaines de jugements pour condamner les jeunes des banlieues après la révolte d'octobre-novembre 2005. Combien d'ordres de déportation de travailleurs sans-papiers prend-il chaque année ? Nous disons : **Flics, juges, matons, agents de sécurité, hors des syndicats ! Amnistie pour tous les jeunes condamnés suite à la révolte des banlieues et suite à la répression « anti-casseurs » pendant le mouvement contre le CPE l'année dernière ! A bas Vigipirate !**

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

La grève à PSA unifie plusieurs générations de travailleurs : il y a d'une part des ouvriers immigrés venus notamment du Maroc au début des années 1970, vétérans de la grande grève de 1982 contre le « syndicat » patronal de la CSL (voir *le Bolchévik* n° 34, juillet-août 1982) ; au début des années 1980 c'était les travailleurs de l'automobile, notamment à Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy, qui étaient en première ligne dans des grèves combatives contre les attaques coordonnées par des gouvernements Mitterrand à participation PCF ou soutenus par le PCF ; pour briser la grève, le Premier ministre d'alors, Mauroy, avait utilisé le poison du racisme et dressé les travailleurs les uns contre les autres en attaquant les grévistes comme soi-disant manipulés par les ayatollahs iraniens.

Le dernier PDG de PSA, Jean-Martin Folz, avait déclaré vouloir moderniser légèrement les méthodes de choc dans ses usines, où les contremaîtres étaient souvent d'anciens tortionnaires de la guerre d'Algérie. Le « syndicat » patronal honni, la CSL, n'existe officiellement plus. Mais les changements sont cosmétiques. En fait les grévistes vétérans de la grève de 1982 nous racontent que le racisme est aujourd'hui pire que quand ils ont commencé dans cette usine il y a 35 ans ; à l'époque il y avait encore des travailleurs français et portugais sur les chaînes ; ils ont été promus mais les Maghrébins restent en bas, sur les postes les plus pénibles.

Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !

Dans la grève aujourd'hui il y a également de jeunes travailleurs qui dans certains cas sont littéralement les enfants de cette génération précédente d'ouvriers immigrés. Ils sont nombreux à travailler comme intérimaires depuis des mois, et la direction non seulement a promis de n'embaucher personne cette année ni l'année prochaine, elle laisse planer la menace de licenciements. Et les jeunes sont soumis non seulement à l'arbitraire total du patron du fait de leur statut pré-

caire, mais dès qu'ils sortent de l'usine ils sont en butte au harcèlement raciste des flics.

Cette grève montre où se trouve la puissance sociale des jeunes issus de l'immigration africaine et maghrébine, en butte à la discrimination raciste à tous les niveaux, de l'éducation à l'emploi et au logement, qu'ils aient des papiers français ou non : c'est dans leur relation aux moyens de production, en tant que travailleurs, pas en exprimant leur colère de façon brute en brûlant des voitures et des écoles en réaction à l'oppression raciste et la terreur des flics dans « la belle France ». Le licenciement de 500 intérimaires de l'usine de PSA Aulnay en octobre 2005 avait ajouté de l'huile sur le feu au moment où les banlieues se sont révoltées. Des milliers de jeunes du coin sont déjà passés par l'usine d'Aulnay comme intérimaires et sont aujourd'hui au chômage. S'il y avait des piquets de grève devant l'usine, il serait possible avec une direction révolutionnaire de mobiliser les jeunes des banlieues pour aider à construire des piquets de masse, que personne ne puisse traverser, pour stopper complètement la production et gagner la grève. **Pour le partage du travail entre toutes les mains, avec un salaire décent pour tous !**

Evidemment ce n'est pas LO qui peut avancer un tel programme. Lors de la révolte des banlieues ils ont signé un appel, diffusé à l'époque par la Ligue des droits de l'homme, soutenant le rétablissement de l'ordre par la police. Face au malaise que cette trahison avait provoqué dans les rangs de LO, leur dirigeant historique Robert Barcia avait expliqué quelques semaines plus tard, lors de leur congrès, que c'était « une ânerie bien sûr, mais mineure » d'avoir signé cet appel (voir son intervention publiée dans leur journal *Lutte de classe*, février 2006). Et LO est bien connue pour avoir pris part à la campagne « anti-casseurs » déclenchée par le gouvernement pendant le CPE, et pour son rôle militant pour exclure les jeunes femmes voilées des écoles. Nous sommes et avons toujours été contre le voile, symbole de l'oppression des femmes, y compris en Afghanistan où nous avons salué l'Armée rouge soviétique en 1979 contre les mollahs réactionnaires de la CIA égorgés de femmes. Mais en France aujourd'hui nous sommes contre les exclusions des écoles, qui font partie d'une campagne raciste de l'Etat bourgeois pour criminaliser la population musulmane comme soi-disant un vivier du terrorisme islamiste.

Le racisme est inhérent au capitalisme. La terreur raciste n'a fait que s'exacerber depuis la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992, qui a encouragé les capitalistes dans une offensive tous azimuts non seulement contre les ouvriers en Russie et en Europe de l'Est, mais ici aussi. Pour éradiquer le racisme il faut renverser le système capitaliste lui-même dans une révolution ouvrière, qui remplacera les organes répressifs de l'Etat bourgeois par des organes de pouvoir prolétarien. Ce dont les travailleurs ont besoin pour cela, c'est d'un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde, selon le modèle du Parti bolchévique de Lénine qui avait conduit les ouvriers russes à la victoire en octobre 1917.

LO et LCR : du blabla pour « battre la droite » au service de Ségolène Royal

Il est frappant que, depuis les tracts de la CNT jusqu'aux articles parus dans *Lutte Ouvrière* et *Rouge* (le journal de la LCR d'Olivier Besancenot), en passant par ceux du groupe maoïste Partisan, sur la grève de PSA, pas un seul ne mentionne la question du racisme. Ils circonscrivent tous la lutte

aux revendications économiques en cours. Mais même pour gagner ces revendications, il faut élargir la lutte et on ne peut le faire sans confronter le racisme que les patrons utilisent pour diviser la classe ouvrière et l'affaiblir face aux capitalistes. Sans même parler du fasciste Le Pen qui veut déporter en masse les immigrés et leurs enfants, cette campagne électorale est marquée par le consensus raciste entre Sarkozy, Bayrou (qui dénonce Sarkozy pour n'avoir pas tenu ses promesses d'éradiquer les soi-disant « zones de non-droit » en banlieue), et Royal qui veut militariser l'« encadrement » des jeunes de banlieue.

Royal elle-même fait campagne en bloc avec différents politiciens capitalistes, dont Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre des flics du gouvernement Jospin et connu pour traiter les jeunes de banlieue de « sauvages ». Une telle coalition entre des partis prétendant représenter d'une façon ou d'une autre la classe ouvrière, comme le PS et le PC, et des partis et politiciens ouvertement capitalistes, est un « front populaire », une alliance capitaliste destinée à enchaîner les travailleurs à leur bourgeoisie. Nous nous y opposons inconditionnellement, au premier et au deuxième tour des élections. **A bas la collaboration de classes ! Aucun vote pour Royal ou Buffet !** D'ailleurs Royal et Buffet, du PCF, étaient toutes les deux ministres dans les gouvernements Jospin qui ont renforcé Vigipirate, passé la loi de sécurité quotidienne dont Sarkozy s'est inspiré pour ses lois racistes, et privatisé une série d'entreprises.

Dans ces élections aucun candidat ne présente une véritable alternative de classe pour les ouvriers en opposition au front populaire de Royal-Buffet-Chevènement ; il n'y a personne pour qui voter : Arlette Laguiller et Olivier Besancenot sont venus à Aulnay soutenir les grévistes, mais leur politique est au fond de faire pression sur Royal pour qu'elle administre le capitalisme avec moins d'austérité que la droite. Non seulement ils se gardent bien de dire qu'ils refuseraient de voter pour Royal au deuxième tour s'ils en avaient l'occasion, mais la LCR est explicite qu'il faut « battre la droite ». Et Laguiller supplie ses électeurs de ne pas voter Royal dès le premier tour, expliquant par exemple dans son discours de Rouen du 16 mars :

« Bien sûr que je comprends et je partage l'envie de se débarrasser et de Sarkozy et de la droite. [...] Mais à quoi servirait le premier tour si les électeurs n'en profitaient pas pour exprimer ce qu'ils veulent, tandis qu'au deuxième tour ils ne pourront que voter pour le moins mauvais ou le moins pire des deux candidats. Il ne faut pas laisser passer l'occasion du premier tour pour affirmer les exigences des exploités et de la population. »

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Aujourd'hui toute l'industrie automobile française est en plein marasme. Renault et Peugeot font planer des menaces de licenciements massifs, voire de fermetures d'usines. Ils essaient de dresser les ouvriers ici contre ceux d'Europe de l'Est ou d'ailleurs, pour arracher des concessions séparément à tous. Suite à la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est des millions de travailleurs se sont retrouvés au chômage ; tous ont vu leur niveau de vie s'effondrer. Chez Dacia en Roumanie, racheté pour une bouchée de pain par Renault, plus de 15 000 travailleurs avaient été licenciés ; mais la grève victorieuse au mois de février dernier, qui a arraché 20 % d'augmentation de salaire, doit servir d'inspiration aux ouvriers ici pour chercher la solidarité de classe internationale avec les ouvriers d'Europe de l'Est et d'ailleurs contre les patrons communs. Contre l'Union européenne capitaliste, les

Comment le PCF a saboté la possibilité d'une révolution ouvrière

Le Front populaire de Juin 36

Nous reproduisons ci-après la deuxième partie d'un article basé sur une présentation de Gérard Lenny, membre du comité central de la LTF, donnée en juin 2006. Ce qu'on nous présente aujourd'hui comme d'énormes acquis issus de la grève n'était en fait, selon les mots de Trotsky, que « de piètres réformes » pour lesquelles les réformistes ont bradé la possibilité d'une révolution socialiste. La première partie (publiée dans le Bolchévik n° 179, mars) décrivait le contexte politique de Juin 36 avec la montée du fascisme en Allemagne et la politique criminelle qu'a ensuite adoptée l'Internationale communiste de Staline de s'engager dans des alliances de « front populaire » avec la bourgeoisie, comme le Front populaire de 1936 en France avec le Parti radical, un parti bourgeois.

Deuxième partie

Trotsky s'est irrémédiablement opposé à cette alliance capitaliste, expliquant que les bureaucrates syndicaux et le Parti communiste (PCF) « ont réussi à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire » de la grève de Juin 36. Trotsky luttait pour que les masses se séparent de leurs dirigeants réformistes traîtres, appelant, dès les grèves d'août 1935 qui annonçaient Juin 36, à l'élection de comités d'action pour organiser et lier les grèves afin de donner aux ouvriers un avant-goût de leur propre pouvoir et combattre la politique paralysante du Front populaire. Ces comités d'action, conçus comme un pont vers l'établissement de soviets, des organes de pouvoir prolétarien, pouvaient chercher à desserrer l'étau de la collaboration de classes des dirigeants communistes et faire échec à leur programme de défaite. Sous l'égide du Front populaire le PC a trahi la vague révolutionnaire de juin, le dirigeant du PC Maurice Thorez ordonnant le 11 juin aux ouvriers de reprendre le travail après des concessions mineures de la part de la bourgeoisie.

* * *

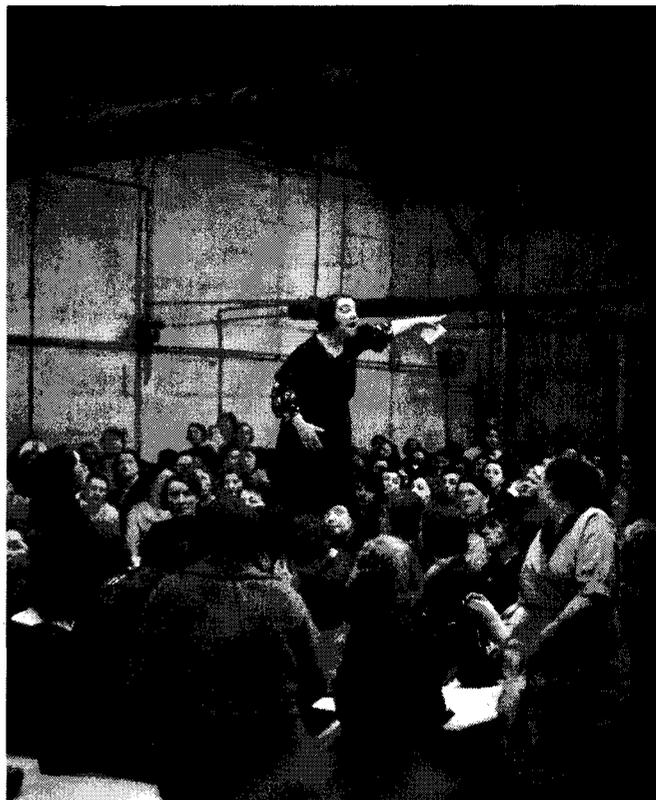
La contre-offensive capitaliste

Dès le premier jour le gouvernement de Front populaire était prêt à mobiliser les forces répressives de l'Etat, notamment des détachements de gardes mobiles, pour préserver l'ordre capitaliste face à la défiance ouvrière. Au début du mois de juin, personne dans la bourgeoisie ne parlait d'utiliser la force, de peur de tout perdre dans une guerre civile sanglante. Mais le 12 juin, le lendemain de l'intervention de Thorez pour briser la grève, Léon Blum déclara à la Chambre :

« Il est vrai que depuis hier la surface des choses a pris une autre apparence ; il est vrai qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale. Ce que le gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre de la rue. »

— cité par Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*

Le 12 juin le gouvernement Blum interdisait le journal trotskyste *la Lutte ouvrière* qui luttait pour que les ouvriers-



Willy Ronis

24 mars 1938. Grève chez Citroën.

organisent des conseils ouvriers et pour l'armement du prolétariat sur la base des occupations d'usines. Le 13 juin le PC déclarait dans *l'Humanité* :

« Le Parti Communiste conscient de ses responsabilités a ... pris courageusement position sans craindre de s'attaquer aux gestulations hystériques des trotskystes et trotskysants, comme il a fait triompher le Front Populaire en combattant le bavardage des sectaires qui condamnaient l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes. [...] le mot d'ordre capital du Parti reste : "Tout pour le Front Populaire, tout par le Front Populaire." »

— cité par Georges Lefranc, *Histoire du front populaire*

Le 7 juillet 1936, après la reprise du travail, le ministre de l'Intérieur Salengro déclarait au Sénat : « Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme » (*ibid*). Salengro se vante des mesures répressives prises contre le prolétariat : « Dans toute la France, on a compté 2 438 interventions de police, dont 1 382 dans la Seine, 1 303 arrestations ». Salengro cherche à rassurer la bourgeoisie, et on peut se faire une idée de ce que pensait la bourgeoisie deux mois après la grève générale quand on lit ce qu'écrivait à l'époque l'un des dirigeants patronaux au président du Conseil Léon Blum :

« Les industriels textiles de Lille ne veulent plus que leurs usines soient occupées. Ils ne veulent plus de séquestrations, de laissez-passer accordés aux patrons par les délégués d'usine, de menaces adressées au personnel qui ne partage pas la manière de voir de la C.G.T... Ils ne veulent plus voir leurs bureaux et magasins occupés. Ils ne veulent plus être "autorisés" à entrer dans leurs établissements pour payer leurs ouvriers. Ils ne veulent plus de piquets de grève installés jour et nuit au domicile de leurs directeurs. Ils ne veulent plus que leur personnel puisse être traduit en jugement par un conseil d'usine. En un mot, ils ne veulent pas accepter l'instauration des soviets dans leurs établissements. »

— cité par Guy Bourdé, *la Défaite du front populaire*

Dès qu'était passée la vague révolutionnaire Blum a mobilisé les flics pour faire expulser les travailleurs des usines qui restaient occupées.

Les ouvriers immigrés, très militants (plus de 300 000 d'entre eux étaient syndiqués à la CGT après Juin 36), étaient particulièrement visés ; Salengro déclarait le 7 juillet 1936, à peine un mois après l'entrée en fonction du gouvernement de Front populaire, que celui-ci avait procédé à 467 arrêtés d'expulsion.

On peut voir clairement ici la nature anti-ouvrière du front populaire. Blum lui-même a argumenté lors de son procès à Riom en 1942 que la semaine de 40 heures obtenue en Juin 36 (en réalité peu d'ouvriers travaillaient autant d'heures à l'époque car le pays était encore en proie aux effets de la crise de 1929) avait permis aux patrons d'augmenter la productivité en faisant passer les usines au travail en continu avec trois équipes de 8 heures. Les heures supplémentaires augmentaient la flexibilité selon les besoins de la production, et ainsi de suite.

Puis, en mars 1937, ce fut la répression féroce par le Front populaire d'une manifestation antifasciste à Clichy. Plusieurs milliers de travailleurs étaient mobilisés pour protester devant la mairie de Clichy contre un meeting fasciste. Une partie de la manifestation se dirigea vers le cinéma où était censé se tenir ce meeting mais les flics, déployés pour protéger les fascistes, tuèrent six personnes et en blessèrent plus de 200. La CGT, qui était présente aussi, se dépêcha de dévoyer la colère des travailleurs en organisant une grève « pour le maintien de l'ordre », selon les termes d'Henri Raynaud, dirigeant de la CGT parisienne.

A chaque étape le PC a soutenu le Front populaire. En janvier 1938, quand les socialistes ont quitté le gouvernement de Front populaire, le PC (ainsi que la SFIO) a voté la confiance

dans le gouvernement de Camille Chautemps ; en avril 1938 il a encore voté la confiance dans le gouvernement Radical de Daladier, alors qu'il n'y avait plus de socialistes dans le gouvernement. Il a même voté d'accorder à ce gouvernement les « pleins pouvoirs financiers ». Fin 1938, faisant usage de ces pleins pouvoirs votés par le PC, Daladier, qui avait été ministre de la Guerre du premier gouvernement Blum, se met à attaquer les travailleurs de tous côtés (rejet des 40 heures, remise en cause des droits syndicaux, augmentation des impôts, etc.) Il institue aussi de féroces mesures contre les travailleurs immigrés, sous l'œil au mieux passif de la CGT qui ne souffle mot de ces attaques lors de son congrès à Nantes en novembre 1938. Deux semaines après cette conférence c'est la défaite de la grève générale, une grève si mal préparée qu'on peut dire que la direction de la CGT a offert la tête de la classe ouvrière sur un plateau à Daladier.

C'est ce même Daladier, qu'on pouvait voir au milieu des années 1930 manifestant côte à côte avec Thorez, qui a ensuite interdit le PCF le 26 septembre 1939 et qui a jeté les réfugiés espagnols dans des camps de concentration comme ceux de Gurs et Argelès. Et finalement c'est la Chambre du Front populaire (moins les députés communistes) qui, le 10 juillet 1940, vote avec le Sénat les pleins pouvoirs pour Pétain, avec les deux tiers des députés Radicaux votant pour Pétain.

Le Front populaire « antiguerre » réarme

Dans son livre *Léon Blum devant la cour de Riom*, Blum argumente avec force que ce qui était au cœur de ses préoccupations en tant que dirigeant du Front populaire était d'équiper la bourgeoisie française avec une solide défense nationale ; il se croyait lui-même le mieux placé pour enrôler le prolétariat dans la guerre impérialiste qui se préparait. Il déclara au juge qui l'accusait d'avoir affaibli la France qu'au contraire toutes ses actions visaient à réarmer le pays :

« Mais le dossier établit que précisément à partir de juin 36, nous avons fait ce qu'on n'avait pas fait avant nous. Le gouvernement que je présidais a mis en train un programme d'ensemble, sans commune mesure par l'ampleur et l'importance avec tous ceux qui avaient pu le précéder, ce programme n'était pas un programme sur le papier, il a été exécuté, jamais les crédits ne lui ont manqué, **au moment de l'entrée en guerre il était en avance sur les délais prévus d'exécution.** [...] »

« lorsqu'il s'est agi de questions de désarmement, que ce fût à Genève, à Paris ou ailleurs, je n'ai eu en vue que les intérêts de notre pays. En même temps, je réalisais des plans d'armement massifs à un point tel que personne ne l'avait fait encore. » (souligné par Blum)

Blum alla jusqu'à expliquer :

« Il est d'autant plus aisé, et surtout il est d'autant plus légitime d'inciter le pays aux suprêmes sacrifices pour assurer sa défense armée, qu'on a plus ardemment et plus sincèrement tenté de barrer la route à la guerre, de construire une Europe d'où le danger de la guerre serait exclu. »

Concernant le « grand projet fiscal, financier et monétaire » présenté par son second gouvernement, il l'a décrit, selon ses propres termes, comme « un projet qui vise à tendre toutes les forces de la nation vers le réarmement, et qui fait de cet effort de réarmement intensif, la condition même, l'élément même d'un démarrage industriel et économique définitif. » Et il affirme : « Non seulement je n'ai pas dérivé vers le chômage les crédits votés pour la Défense nationale, mais j'ai dérivé vers la Défense nationale des crédits qui avaient été accordés par le Parlement pour la résorption du chômage. »

Et ce qui allait de pair avec la politique de réarmement du

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévick

BP-135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Rouen

Le Bolchévick

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

Front populaire, c'était la défense de la famille bourgeoise. Il n'était pas question d'accorder le droit à l'avortement. Le Parlement adopta le droit de vote pour les femmes en sachant que le Sénat le bloquerait. Tout ceci préparait le terrain pour l'offensive du gouvernement Daladier en 1939 pour augmenter le taux de natalité, avec le réactionnaire Code de la famille qui stipulait des peines allant jusqu'à dix ans de prison pour ceux qui aidaient des femmes à avorter.

La politique coloniale du Front populaire

Si l'on considère le Front populaire au niveau de sa politique coloniale, ce sont les mêmes préoccupations qui dominent : le Front populaire défendra l'ordre colonial, que ce soit en Afrique du Nord, dans le reste de l'Afrique ou en Indochine. Voici une déclaration du cabinet de Marius Moutet, qui était responsable des colonies :

« Une politique coloniale socialiste aura d'autant plus de chance d'être constructive et durablement féconde qu'elle se préoccupera moins de communiquer d'une manière directe l'idéologie socialiste aux indigènes [...]. Il faut prendre garde au déchaînement de forces incontrôlables, à la situation confuse et instable, impropre à toute construction positive, qui pourraient sortir d'une action où des notions mal digérées de lutte des classes, certains fanatismes religieux, la nature émotive des Africains, la dissimulation islamique et asiatique et toutes sortes d'influences souterraines se rencontreraient en des réactions complexes et imprévisibles. »

– cité par Jacques Kergoat, *la France du Front populaire*

Le Front populaire était à peine élu en juillet 1936 qu'une délégation algérienne du Congrès musulman (qui en fait était largement une manœuvre du PC contre les nationalistes algériens de Messali Hadj) se présenta à Paris, et fut reçue par le ministre de la Guerre du moment, Edouard Daladier, qui déclara : « Je n'approuve ni vos revendications ni votre mouvement. S'il y a lieu, je n'hésiterai pas à utiliser la force. » Comme le note Henri Alleg dans son livre *la Guerre d'Algérie*, « Daladier reste fidèle à la tradition impériale : "Avec les Arabes, il faut savoir se montrer fort". » Et, le 7 mars 1937, la police réprima brutalement à Metlaoui, en Tunisie, l'occupation d'une mine de phosphate par des travailleurs en lutte pour des revendications de salaires et pour l'application de la journée de 8 heures. La répression fit 19 morts.

La bourgeoisie française est très consciente de la relation dialectique entre les prolétariats français et algérien, ainsi qu'entre les révolutions socialistes dans ces deux pays. Déjà à cette époque il y avait des dizaines de milliers de travailleurs algériens en France, et le prolétariat en Algérie, bien que beaucoup plus petit, était multiethnique avec des Européens,

des Arabes et des Kabyles, et le 12 février 1934 il y avait 10 000 personnes qui manifestaient dans les rues d'Alger, dont 5 000 Algériens, chantant *l'Internationale* et scandant « les soviets partout ! » Le 26 janvier 1937 l'Etoile nord-africaine (le prédécesseur du FLN ; c'était une organisation bien implantée dans la classe ouvrière qui se battait pour l'indépendance de l'Algérie mais qui avait adhéré au Front populaire) était dissoute par le gouvernement français avec l'approbation du PC, sous prétexte qu'elle menait une « action nettement dirigée contre la France ». Le Front populaire augmenta également les contrôles à l'immigration visant les Algériens qui cherchaient à travailler en France.

En Indochine aussi le Front populaire exerçait une répression féroce. Voici ce que télégraphiait Moutet : « Vous maintiendrez l'ordre public par tous les moyens légitimes et légaux – même par poursuites. Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs. » Le Front populaire a mis cela en œuvre grâce aux arrestations arbitraires, aux fouilles et à la torture. Là aussi nos camarades trotskystes ont été l'objet d'une interdiction. En mars 1937 le ministre des Colonies craignait ouvertement que s'il convoquait une forme de Parlement en Indochine « les trotskystes seraient incontestablement les dirigeants ».

J'ai déjà insisté que le Front populaire a été un point tournant décisif pour le PC. C'est vrai également en ce qui concerne la question coloniale. Les pires crimes du PC contre les peuples coloniaux ont été commis au nom du front populaire, comme les massacres de Sétif et Guelma le 8 mai 1945 où le PC était dans le gouvernement et y est resté après ces atrocités, ou encore le vote par les députés PC des pouvoirs spéciaux qu'avait demandés le social-démocrate Guy Mollet en 1956.

Les problèmes des trotskystes français

Je veux dire quelques mots concernant l'intervention des trotskystes. Une résolution de la conférence pour la Quatrième Internationale de juillet 1936 déclarait :

« Ainsi, dans les conditions de la crise sociale et de l'exaspération des masses une petite organisation, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur la marche des événements révolutionnaires. La campagne enragée contre les bolchéviks-léninistes de la part de toute la presse capitaliste, social-démocrate, staliniste et syndicaliste, de même que les répressions de la police et des juges de Léon Blum, sert de confirmation extérieure à cette vérité. »

Cependant, les trotskystes ne sont pas parvenus à obtenir une influence de masse. Ils étaient quelques centaines, alors que le PC disait avoir 150 000 membres dans le parti et la jeunesse à la veille de la grève générale, et plus du double de ce chiffre six mois plus tard. Je ne peux pas m'étendre beaucoup sur les problèmes politiques qu'ils avaient, mais politiquement en général les trotskystes français étaient jeunes et inexpérimentés, sans un solide noyau ayant une expérience prolétarienne si on les compare par exemple à la section américaine dont le principal dirigeant, James P. Cannon, avait été un syndicaliste révolutionnaire avant la Première Guerre mondiale, et l'un des fondateurs du PC américain. Les trotskystes américains avaient aussi dirigé une grève victorieuse à Minneapolis en 1934, qui eut un énorme impact sur le prolétariat américain.

Au lieu de cela la section française était largement petite-bourgeoise dans sa composition. Ce n'est pas surprenant : comme le disait Trotsky en 1939, « la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se



Messali Hadj, dirigeant historique de l'Etoile nord-africaine, dissoute par le Front populaire de Blum en janvier 1937. Messali fut condamné à deux ans de prison en août 1937.

Vollet

construire n'est pas à prédominance ouvrière. Ce sont les intellectuels qui sont les premiers mécontents des organisations existantes. » Mais ces militants étaient venus dans une période de défaites, et s'étaient habitués à nager contre le courant, donc isolés des masses. Puis, comme le disait Trotsky, « la montée ouvrière en France s'est réalisée à un niveau très bas, très primitif politiquement, sous la direction du Front populaire. Toute la période du Front populaire a été une caricature de notre révolution de Février [1917]. » Cela n'a pas été sans affecter les trotskystes français. Ils étaient sujets à d'incessantes luttes de cliques et de perpétuelles activités fractionnelles, avec de fréquents accès de sectarisme, un penchant pour les « dirigeants » dilettantes considérés comme des stars individuelles, et un dédain pour les permanents du parti. Trotsky lui-même, et plus tard Cannon, ont lutté en vain pour faire comprendre aux trotskystes français la nécessité d'une direction collective où les faiblesses individuelles peuvent être compensées par la force combinée du parti.

Sur l'insistance de Trotsky, le groupe français avait adhéré à la SFIO à l'automne 1934, tirant parti de l'émergence d'une aile gauche dans les rangs de celle-ci (aile qui se prononçait pour la dictature du prolétariat), afin de gagner des jeunes et des travailleurs au programme de la Quatrième Internationale. Quand la SFIO scella en juillet 1935 l'alliance de front populaire, toutes les fractions des Groupes bolchéviques-léninistes (GBL) rechignèrent à quitter la SFIO. Quand la SFIO expulsa les trotskystes, Trotsky dut lancer une longue bataille avec les GBL, qui passaient leur temps à supplier Blum et Cie de les réintégrer, au lieu de tirer parti de leur expulsion par la direction social-démocrate pour dénoncer sa collaboration de classes ouverte. Pour Trotsky le moment était venu pour les GBL de quitter la SFIO sur la base programmatique la plus claire possible, notamment l'opposition intransigeante au front populaire, et d'emmener les meilleurs éléments pour construire le parti révolutionnaire.

Les GBL français étaient rongés par la pression constante à s'adapter au front populaire. Encore en octobre 1935 Trotsky polémiquait contre des arguments avancés dans les GBL pour « faire l'expérience » du front populaire :

« On peut parfaitement comprendre que, pendant les premières semaines, des oscillations se soient fait jour dans nos propres rangs ; la situation est complexe et, pour beaucoup d'entre nous, le Front populaire était un phénomène nouveau et, par conséquent, un problème nouveau. Mais le fait qu'encore maintenant, après une expérience relativement importante du Front populaire et après les articles importants parus dans notre presse, certains camarades fassent la politique du Front populaire me semble un symptôme extrêmement dangereux. Sur cette question, il faut élever à temps la protestation la plus énergique, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de démarcation entre le bolchevisme et le menchevisme.

« On dit que la revendication de l'élimination des radicaux du Front populaire serait fautive, que les masses doivent d'abord faire leur expérience des radicaux, et que c'est pourquoi il vaudrait mieux exiger que le Front populaire prenne le pouvoir, et que seule sa carence inciterait alors les masses à accepter ce que nous leur disons, etc. Cette façon de penser est d'un bout à l'autre menchevique.

« 1. Les "masses populaires doivent faire leur expérience des radicaux". Bien. Mais pourquoi les organisations ouvrières devraient-elles y prendre part ? Les radicaux peuvent très bien révéler leur propre carence sans Front populaire. Le Front popu-



Minnesota Historical Society

La grève des camionneurs à Minneapolis en mai 1934 était dirigée par les trotskystes. Cette grève victorieuse eut un énorme impact sur tout le prolétariat américain.

laire n'est pas destiné à révéler leur carence, mais à la dissimuler. »

– « Pas d'équivoque vis-à-vis du front populaire »,
3 octobre 1935

Cela pourrait être une polémique contre Lutte ouvrière, presque mot pour mot, contre leur vote de 1981 pour Mitterrand sur la base que les travailleurs devaient passer par l'expérience de Mitterrand et Cie pour être désabusés d'eux. La politique des GBL était largement dictée par ses dirigeants Molinier et Frank qui se mirent à publier un journal centriste, *la Commune*, avec lequel Trotsky dut ouvertement prendre ses distances. Comme l'expliquait Trotsky, Molinier restait politiquement attaché au groupe de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert à l'intérieur de la SFIO, dont le rôle était d'empêcher les jeunes radicalisés de rompre avec la SFIO et d'aller vers les trotskystes ; au lieu de cela Pivert prêchait la servilité vis-à-vis de la direction social-patriote de la SFIO. Pivert devint quelques mois plus tard responsable pour la propagande dans le gouvernement Blum.

Molinier et Frank furent exclus des GBL, mais les autres tendances des GBL, dirigées par Jean Rous et Pierre Naville, étaient incapables de mener la lutte avec eux parce que, comme le soulignait Erwin Wolf (Nicolle Braun), le secrétaire de Trotsky, « le caractère chancelant de la fraction Naville-Rous dans la question du programme et de la IV^e Internationale formait les prémices fondamentales pour le plan aventuriste de Molinier ». La scission fut finalement surmontée étant donné l'échec lamentable de l'aventure de Molinier avec *la Commune*, mais elle avait considérablement affaibli les GBL à la veille de la vague de grèves de juin 1936.

En 1936 il y avait une situation révolutionnaire, et le noyau de la propagande des trotskystes portait non pas sur les tactiques électorales, mais sur les comités d'action et la lutte pour le pouvoir. Cependant, la faiblesse politique des GBL sur la question du front populaire s'exprimait également dans leur politique d'appeler à voter pour les candidats de la SFIO et du PC lors du second tour des élections législatives de 1936, c'est-à-dire qu'ils votaient pour les candidats « ouvriers » du front populaire. Comme je le disais au début, ceci est contraire à la politique électorale que notre tendance

a eue historiquement concernant le front populaire, et c'est contraire à d'autres précédents dans le mouvement trotskyste, y compris en 1936. Comme l'expliquait notre camarade James Robertson lors de notre Première Conférence internationale en 1979 :

« L'organisation trotskyste américaine étant exempte de scissions, c'était un porte-parole principal de Trotsky, et elle a opéré dans cette période dans des conditions purement parlementaires. Aussi j'ai choisi d'utiliser les trotskystes américains comme le modèle de ce que Trotsky et la Quatrième Internationale voulaient [en général] dire à l'époque.

« Le front populaire a existé aux Etats-Unis à la fin des années 30 sous la forme de la candidature de Roosevelt à la présidence, et de celle de LaGuardia à la mairie de New York. En 1936, les bureaucrates syndicaux, les sociaux-démocrates, les stalinien et les démocrates bourgeois ont inventé un nouveau parti des travailleurs : l'American Labor Party. Il a été créé pour amener dans le camp démocrate quelques centaines de milliers de votes essentiels de l'Etat de New York. A l'égard de cette expérience, comme à l'égard de toutes les candidatures du PS d'après la scission et du PC, les trotskystes ont eu une opposition implacable et centrale, au nom de leur opposition au front populaire et à tout parti qui soutenait le front populaire. A tel point que jusqu'à cette époque les trotskystes aux Etats-Unis avaient amplement ignoré la politique électorale. Mais, face à la question du front populaire, le SWP a été amené à présenter pour la première fois ses propres candidats, pour souligner son opposition électorale au front-populisme. Et [le SWP] était le porte-parole de Trotsky. »

Nous nous plaçons dans la tradition de Cannon d'opposition irréconciliable au front populaire, y compris à tout soutien électoral à n'importe laquelle de ses composantes.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

Le monde des années 1930 est très différent de celui d'aujourd'hui. Beaucoup de travailleurs pensent, à tort, qu'avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992 c'est toute la perspective de l'émancipation humaine qui a montré son échec. Il faut ajouter à cela l'offensive idéologique menée par la bourgeoisie et ses laquais réformistes – dont le *Livre noir du communisme* est un élément majeur – pour faussement identifier le stalinisme au bolchévisme et placer un trait d'égalité entre le stalinisme et le fascisme. Contre le *Livre noir* je vous renvoie à l'article que nous avons publié dans *Spartacist* n° 32 en 1998. Ce que font les réformistes du PC, et-aussi de la LCR et de LO avec leur réécriture de Juin 36, c'est de contribuer à leur propre manière à cette campagne pour faire disparaître la possibilité d'une révolution et pourquoi elle n'a pas eu lieu.

Le PCF essaie de s'appuyer lourdement sur l'expérience du Front populaire de Juin 36 pour justifier et promouvoir sa stratégie historique de collaboration de classes, passée et à venir, intitulée pour l'occasion « l'unité des forces progressistes et syndicales, qui peut faire éclore et grandir un mouvement populaire suffisamment puissant pour devenir irrésistible et porteur de nouveaux progrès de civilisation » (hors-série de *l'Humanité* sur Juin 36). Dans les luttes récentes contre le CPE on a pu avoir un aperçu de la soi-disant unité « progressiste » du PS, du PC, de la LCR et de LO pour désamorcer le mouvement immédiatement après le retrait du CPE – et qui a servi à mettre en selle un nouveau front populaire pour les prochaines élections.

La collaboration de classes en France s'est exprimée historiquement dans le front populaire. Après Millerand et l'union sacrée pendant la Première Guerre mondiale est venu le

Front populaire de Juin 36, et ensuite celui de 1944-1947 où le PCF a participé au gouvernement de de Gaulle qui a une nouvelle fois sauvé la bourgeoisie de la possibilité d'une révolution ouvrière. Plus tard cela a été Mai 68, qui a été le point de départ pour les stalinien et les sociaux-démocrates pour forger l'Union de la gauche qui, en 1981, a abouti au gouvernement de front populaire de Mitterrand ; et ensuite les grèves de décembre 1995 ont conduit à la « gauche plurielle », le front populaire de Jospin : un gouvernement qui a privatisé plus que tous les gouvernements précédents, qui a déporté des milliers de sans-papiers, sans mentionner la terreur raciste de Vigipirate, et qui a préparé le retour de la droite en avril 2002.

J'ai déjà expliqué tout à l'heure comment notre section française avait été constituée dans les années 1970 en opposition aux groupes, notamment la LCR pabliste et l'OCI lambertiste, qui étaient encore centristes au début des années 1970, c'est-à-dire qu'ils oscillaient entre la phrase révolutionnaire et le réformisme. Ils ont tous capitulé au front populaire de Mitterrand qui a pris une coloration particulièrement anti-soviétique avec le début de la deuxième guerre froide dans la seconde moitié des années 1970. Le soutien de LO, de la LCR et de l'OCI au front populaire de Mitterrand a ouvert la voie à l'opposition de ces groupes à l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 contre les mollahs de la CIA. Le gouvernement de Mitterrand dirigeait en fait idéologiquement la guerre froide en Europe de l'Ouest au début des années 1980. LO, LCR et OCI ont toutes soutenu Solidarnosc en Pologne ainsi que d'autres forces contre-révolutionnaires. Aujourd'hui toutes ces organisations ont abandonné toute prétention à lutter pour la dictature du prolétariat. Maintenant complètement réformistes, elles sont devenues des ennemies du mouvement ouvrier révolutionnaire internationaliste.

Pour des révolutionnaires luttant pour de nouvelles révolutions d'Octobre, la tâche est de tirer les leçons des expériences souvent tragiques du prolétariat. Le front populaire est la forme historique de la collaboration de classes en France, et l'obstacle principal à l'émancipation du prolétariat. La leçon de l'histoire c'est que la classe ouvrière doit rompre avec le front-populisme. Nous mettons en garde le prolétariat qu'un nouveau gouvernement de collaboration de classes attaquera *inévitavelmente* la classe ouvrière, les immigrés et toutes les couches du prolétariat. Plus que jamais il est nécessaire d'armer la classe ouvrière avec un parti révolutionnaire multiethnique qui lutte pour diriger le prolétariat vers la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat. Et sur ce point je voudrais terminer avec une citation finale de Trotsky, du *Programme de transition*, où il souligne combien il est crucial de construire un parti révolutionnaire internationaliste qui soit prêt à conduire les travailleurs dans les luttes à venir :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-trahis – de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline – ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale. »

C'est cette lutte à laquelle nous voulons vous gagner. ■

Mexique

Pour des mobilisations ouvrières contre la politique de famine et la répression !

L'article dont nous reproduisons ci-dessous la traduction, revue pour publication, a été publié dans le numéro 27 (printemps 2007) d'Espartaco, le journal du Grupo Espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

ESPARTACO

Le Mexique est une société extrêmement explosive. Les divisions au sein de la classe dirigeante éclatent maintenant au grand jour. Le PAN [Parti d'action nationale], le parti de droite de Felipe Calderón, veut poursuivre et intensifier les mesures néolibérales et anti-ouvrières du gouvernement Fox qui l'a précédé, notamment en privatisant l'industrie pétrolière, la principale source de revenus du pays. Les nationalistes populistes du PRD [Parti de la révolution démocratique] s'inquiètent de l'agitation des masses et des exigences excessives des impérialistes.

Ces divisions ont été évidentes depuis que Fox a lancé sa campagne de *desafuero* [levée de l'immunité] contre [le favori du PRD pour la candidature à la présidentielle] Andrés Manuel López Obrador (AMLO) en 2004, et elles ont continué tout au long de la polarisation postélectorale en 2006, quand des millions de gens ont manifesté contre la fraude électorale. A Lázaro Cárdenas dans le Michoacán, le syndicat des mineurs et sidérurgistes a mené la grève la plus puissante et la plus combative depuis des décennies. Des enseignants en grève et les masses opprimées



Cristina Rodríguez

31 janvier : manifestation massive à Mexico d'organisations syndicales et paysannes contre la hausse du prix des tortillas, et pour des hausses de salaires. Bush rencontre le président Calderón au Yucatán en mars (à droite).



d'Oaxaca ont occupé la capitale de cet Etat. Redoutant des explosions sociales plus importantes, le gouvernement du PAN s'est engagé dans une militarisation croissante du pays, menaçant même dans certains cas ses opposants bourgeois du PRD.

Anticipant une grève du syndicat des ouvriers électriciens mexicains (SME) annoncée pour le 16 mars, mais annulée une heure seulement avant le moment où elle devait commencer, le gouvernement a envoyé l'armée encercler

Aucun soutien aux partis bourgeois du PRD, du PRI et du PAN ! Pour la révolution socialiste dans toutes les Amériques !



Photos Janet Jarman

Le régime capitaliste maintient le Mexique dans une terrible pauvreté : un bidonville à Mexico (à gauche) ; des habitants de Matamoros, près de la frontière américaine, fouillent les décharges publiques.

plusieurs bâtiments de Luz y Fuerza del Centro [la compagnie d'électricité qui alimente Mexico], menaçant ainsi la classe ouvrière tout entière. Le nouveau président a ordonné des opérations militaires massives, en coordination avec la police, dans des Etats comme le Michoacán, le Guerrero et la Baja California, pour terroriser la population, en ciblant particulièrement les zones rurales où les guérillas sont présentes et les concentrations ouvrières proches de la frontière nord. En février, pour s'assurer de la loyauté de la troupe, Calderón lui a octroyé une augmentation de salaire de plus de 45 % – une gifle pour les masses ouvrières qui ont obtenu moins de 4 %.

La base économique du vieux régime du PRI [Parti révolutionnaire institutionnel] a été sapée par la subordination économique croissante envers les Etats-Unis, symbolisée et renforcée par le traité de l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], dont le but est le viol impérialiste du Mexique. La structure syndicale corporatiste connaît une grave crise, et les avantages sociaux que le corporatisme offrait jadis à certains secteurs syndiqués – comme des logements bon marché, des produits alimentaires subventionnés et la sécurité de l'emploi – appartiennent maintenant au passé. Le PAN, avec le PRI, veut privatiser l'industrie pétrolière et pousse à des « réformes » de l'Institut de la sécurité sociale et des services pour les travailleurs de l'Etat (ISSSTE) qui sont dirigées contre le système des retraites des fonctionnaires, et équivalent à une privatisation. Ces réformes sont similaires à celles qui ont été approuvées en 2004 pour l'Institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS).

L'attaque la plus récente du PAN contre les pauvres – et qui a provoqué des manifestations de masse – a été l'augmentation de plus de 40 % du prix des tortillas, l'aliment de base de la majorité des Mexicains. Le terrain avait été préparé par plus d'une décennie d'ALENA, et par la hausse récente du prix du maïs sur le marché international. Cependant, la cause immédiate de la crise actuelle est la spéculation des magnats du maïs, tant nationaux (particulièrement GRUMA/Maseca) qu'américains (comme Cargill et Archer Daniels Midland),

de mèche avec le gouvernement fédéral. Avec près de la moitié de la population rurale vivant sous le seuil de pauvreté officiel, et 20 % dans une misère totale, cette hausse des prix, s'ajoutant à des augmentations des prix d'autres produits de première nécessité, comme le lait et les œufs, menace de famine la population. Les luttes convulsives qui ont éclaté de Lázaro Cárdenas à Atenco, en passant par Oaxaca, ont trouvé un élément unificateur dans cette crise : la politique de Bush et de ses laquais unit dans la lutte les ouvriers, les paysans et d'autres secteurs de la population.

Dans un tract daté du 27 janvier (« Mobilisons la classe ouvrière contre la famine et la répression ! »), nous exigeons l'expropriation sans compensation des magnats du maïs, appelant ainsi la classe ouvrière à lutter contre la classe capitaliste tout entière. Nous appelons à des « grèves pour exiger des subventions pour les tortillas, afin que tout le monde puisse en avoir » ; associé à notre appel à « la distribution des produits alimentaires pour tous, sous le contrôle des syndicats », ceci permettrait de garantir la distribution des produits alimentaires aux travailleurs et aux pauvres. Nous appelons aussi à l'ouverture des livres de comptes et à l'abolition du secret commercial.

Des comités de surveillance des prix, composés de délégués des usines, des syndicats, des coopératives, des organisations paysannes et des pauvres des villes, pourraient être les noyaux d'unités d'autodéfense ouvrière contre la répression qui accompagne la crise. Nous luttons pour une échelle mobile des salaires, qui garantira des augmentations de salaires proportionnelles aux hausses des prix, et pour une échelle mobile des heures de travail, pour partager le travail disponible, accompagnées d'un grand programme de travaux publics pour combattre le chômage massif endémique dans les villes.

Nos mots d'ordre – qui soulignent la contradiction inconciliable entre le mode de production capitaliste et un système qui servirait les intérêts des travailleurs et des opprimés – vise à mobiliser le prolétariat, à la tête de tous les pauvres. Notre

programme contre la crise actuelle est centré sur la classe ouvrière qui, de par son rapport aux moyens de production, est la seule classe possédant l'intérêt historique de balayer une bonne fois pour toutes ce système d'exploitation économique et la puissance sociale nécessaire pour le faire. La bourgeoisie possède les moyens de production, et par conséquent exproprie les fruits du travail du prolétariat. La tâche fondamentale des révolutionnaires mexicains aujourd'hui est de lutter pour *l'indépendance politique du prolétariat* : de lutter contre les illusions dans le PRD dont est imprégnée la classe ouvrière, et de s'opposer à toute ingérence de l'Etat bourgeois dans le mouvement syndical, en combattant pour forger un parti ouvrier révolutionnaire.

La destruction contre-révolutionnaire de l'URSS et le « nouvel ordre mondial »

La crise des prix actuelle est déterminée, au niveau international, par la contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, à partir de 1989, et en Union soviétique en 1991-1992. La destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a représenté une défaite historique pour le prolétariat international, avec comme conséquence une régression générale du niveau de conscience de la classe ouvrière, et l'ouverture d'une nouvelle période de redivision des marchés mondiaux entre les puissances économiques à l'échelle mondiale. L'impérialisme, le stade suprême du capitalisme, est le système économique dans lequel les marchés nationaux ont été dépassés, et où les puissances impérialistes sont en concurrence pour contrôler les marchés internationaux, conduisant ainsi à des guerres. Sans le contrepois militaire, idéologique et économique du premier et du plus grand Etat ouvrier du monde, l'impérialisme américain a émergé comme unique superpuissance, ce qui aujourd'hui signifie des guerres d'occupation coloniale, comme en Afghanistan et en Irak, et l'asservissement accru des pays capitalistes sous-développés. Au Mexique, l'effondrement de l'Union soviétique a eu comme résultat l'ouverture indiscriminée de l'économie nationale au capital financier monopoliste international, en particulier par le biais de l'ALENA et des privatisations massives.

Nous, spartacistes, avons été les seuls dans la gauche à lutter pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique, de la RDA (l'Etat ouvrier déformé est-allemand) et des autres Etats ouvriers déformés contre la contre-révolution capitaliste. Nous avons lutté pour des révolutions politiques prolétariennes, pour balayer les bureaucraties staliennes au pouvoir et instaurer la démocratie ouvrière authentique des soviets et des conseils d'usines. Aujourd'hui, nous faisons de même pour les derniers Etats ouvriers déformés : la Chine, Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam.

Il faut rompre avec le PRD, parti du capital !

Le PRD représente l'aile politique de la bourgeoisie qui cherche à utiliser des concessions pour désamorcer le mécontentement des travailleurs et des opprimés, de manière à perpétuer le système d'exploitation capitaliste. Les divergences entre le PRD et le PAN se résument à la manière d'administrer le capitalisme – avec la carotte ou avec le bâton. Cependant, de larges masses d'ouvriers, de paysans et de jeunes voient dans le populisme bourgeois de López Obrador et du PRD une alternative viable à la politique clérical et néolibérale du PAN. Le PRD, issu du PRI (comme AMLO lui-même), est un parti du capital, intrinsèquement anti-ouvrier.

Le populisme nationaliste n'est pas anticapitaliste ; en fait, il renforce le capitalisme en resserrant les liens qui enchaînent la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale.

Tout comme ses opposants bourgeois, le PRD n'hésite pas à lâcher les forces de répression d'Etat contre les luttes des travailleurs et des opprimés. On l'a vu avec l'agression meurtrière contre les grévistes de Lázaro Cárdenas en avril 2006, et avec les agressions policières contre les étudiants en grève de l'UNAM [Université nationale autonome de Mexico] en 1999-2000, ainsi qu'avec la récente occupation policière brutale du quartier [pauvre] de Tepito, à Mexico, qui s'est accompagnée de l'expulsion de centaines de familles.

Beaucoup de travailleurs voient dans AMLO une sorte de réincarnation du général Lázaro Cárdenas del Río qui [dans les années 1930] s'était attiré le soutien des ouvriers et des paysans par des réformes et des concessions démocratiques. Son objectif fondamental était de moderniser le pays pour le compte de la bourgeoisie nationale, et jamais de remettre en cause son pouvoir. Il fallait pour cela le soutien de la classe ouvrière contre les factions bourgeoises opposées aux réformes, et contre les exigences impérialistes. Une fois cet objectif atteint, il avait lui-même lancé les forces répressives de l'Etat contre les grévistes, par exemple en 1940 à la raffinerie d'Azcapotzalco. La conséquence de la confiance que la classe ouvrière accordait à Cárdenas fut d'enchaîner les syndicats à l'Etat au moyen de la camisole corporatiste, et sept décennies de règne brutal du PRI. Dans le contexte du Mexique de Cárdenas, Trotsky écrivait en 1940 :

« Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

« D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. »

– « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste »

Dans des circonstances historiques certes différentes (fondamentalement conditionnées par la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS), Cárdenas et AMLO incarnent un phénomène analogue : des *caudillos* bourgeois et bonapartistes intéressés à développer le capitalisme national et à entraver le développement d'un mouvement ouvrier indépendant.

Beaucoup de jeunes s'identifient avec le Vénézuélien Hugo Chávez et sa « révolution bolivarienne », ainsi qu'avec le Bolivien Evo Morales. Les nationalisations au Venezuela et en Bolivie – des mesures d'autodéfense nationale que nous, marxistes, défendons – ne libèrent pas les industries de la domination capitaliste et, au bout du compte, ce qui se passe dans ces pays sera décidé à un niveau international. Les capitalistes du Venezuela sortent leur argent du pays, et dans certains cas refusent de vendre leurs produits, provoquant ainsi une inflation élevée et des pénuries de produits alimentaires sur le marché. Les impérialistes sabotent et retirent leurs investissements. Cela montre qu'il est impossible de résoudre les problèmes dans le cadre d'un seul pays. Réformes et nationalisations de certaines branches de l'industrie par un Etat bourgeois – réversibles sous la pression de l'impérialisme – ne conduisent pas au socialisme. Le cycle répétitif de la démagogie nationaliste bourgeoise et des fantoches néolibéraux doit être stoppé. La tâche de la classe ouvrière dans



María Meléndrez



Reuters

A gauche : Pendant une manifestation contre les « réformes » qui visent les retraites et le système de santé, la police anti-émeute de Mexico empêche les manifestants de pénétrer au Sénat. A droite : sous l'administration du PRD, la police attaque des manifestants pendant la grève des étudiants de l'UNAM, en décembre 1999.

la région est d'arracher l'Amérique latine à son arriération et au joug impérialiste. Il est crucial de forger un parti ouvrier révolutionnaire international qui fera le lien entre les luttes des masses paupérisées et la puissante classe ouvrière, dans toutes les Amériques.

La révolution permanente et la défense du secteur nationalisé de l'énergie

Le Mexique est un pays au développement capitaliste inégal et combiné, où les techniques de production industrielles les plus modernes coexistent côte à côte avec l'arriération ancestrale des campagnes. Les bourgeoisies des pays sous le joug de l'impérialisme sont même incapables de mener à bien les tâches *démocratiques bourgeoises*, comme la libération nationale, la révolution agraire et la démocratie politique, qui ont été historiquement associées avec des révolutions bourgeoises comme la Révolution française de 1789. Le révolutionnaire Léon Trotsky décrivait ainsi la faiblesse de cette classe :

« Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale (même dans les pays politiquement indépendants de l'Amérique du Sud) n'arrive que partiellement à la situation de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas, en vérité, leur caractère social *fondamental*, car le sujet et l'objet de la pression ne représentent que des niveaux différents du développement d'une seule et même société bourgeoise [...]. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux représente une classe à demi-dirigeante à demi-opprimée. »

– « Un Etat non-ouvrier et non-bourgeois ? » (1937).

Nous, spartacistes, nous basons sur la perspective de la révolution permanente, développée par Trotsky et confirmée en pratique par la Révolution russe de 1917. Le plein accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, à notre époque, est possible seulement sous le pouvoir du prolétariat. Mais une fois au pouvoir, la classe ouvrière ne pourra pas se contenter d'accomplir ces tâches ; elle devra au contraire passer immédiatement aux tâches *socialistes*, collectivistes, de la révolution. Ce faisant, la révolution acquiert son caractère *permanent*. Ainsi, les revendications *démocratiques bourgeoises* correspondant aux aspirations de la population deviennent une force motrice de la révolution *socialiste*.

Nous sommes contre l'ALENA, et nous défendons le secteur nationalisé de l'énergie, en particulier mais pas exclusi-

vement l'industrie pétrolière, parce qu'il s'agit là de mesures de base d'autodéfense contre les impérialistes dans un pays semi-colonial. Les nationalisations dans le secteur de l'énergie ont été une conquête cruciale pour ce pays. De nombreuses couches de la population savent bien que la privatisation du pétrole aboutira à un assujettissement encore plus fort envers les impérialistes, en particulier américains.

Avant mars 1938, l'industrie pétrolière mexicaine appartenait aux impérialistes britanniques, américains et hollandais. Après l'expropriation décidée par Cárdenas, les magnats du pétrole – et en particulier les Britanniques, qui avaient le soutien de « Sa Majesté » – ont imposé un boycott du brut mexicain et, en fait, provoqué la rébellion réactionnaire du général Cedillo contre Cárdenas. Trotsky appelait, au nom de l'internationalisme prolétarien, à mobiliser les ouvriers britanniques pour la défense de l'expropriation mexicaine, contre leurs propres dirigeants impérialistes. Il écrivait :

« L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme, ni du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'autodéfense nationale.[...] »

« Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier, et avant tout la Grande-Bretagne, a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs mercenaires fascistes. La cause du Mexique, comme la cause de l'Espagne, comme la cause de la Chine, est la cause de la classe ouvrière internationale. La lutte autour du pétrole mexicain n'est qu'une des escarmouches de la ligne avancée des batailles à venir entre les oppresseurs et les opprimés. »

– « Le Mexique et l'impérialisme britannique » (1938)

Aujourd'hui, ce sont les impérialistes américains qui tournent comme des vautours autour de PEMEX [la compagnie pétrolière d'Etat mexicaine]. Une des principales raisons de la récente visite de Bush au Mexique était d'insister sur l'ouverture de la compagnie pétrolière au « capital privé pour développer la production de Pemex » (*La Jornada*, 11 mars). Les travailleurs américains ont le devoir internationaliste de défendre l'industrie pétrolière nationalisée mexicaine contre les intentions prédatrices de Bush et de sa camarilla impérialiste.

Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

La paysannerie est une couche hétérogène de la petite bourgeoisie qui est incapable de jouer un rôle politique indépendant en tant que classe. Son activité productive est



Workers Vanguard

La Spartacist League/U.S. à la manifestation de novembre 2006 à Los Angeles, en défense des militants d'Oaxaca. Sur les pancartes : « Libération immédiate de tous les détenus ! Retrait de toutes les inculpations ! PFP, armée, hors d'Oaxaca ! » et « Pour des grèves ouvrières contre la répression d'Etat ! Aucune illusion dans le PRD, parti du capital ! »

individuelle et basée sur la propriété privée d'une portion de terre. Ainsi les paysans sont en concurrence les uns avec les autres. La paysannerie n'a pas l'intérêt objectif de classe, la cohésion ou la puissance sociale que possède la classe ouvrière pour renverser la bourgeoisie et mettre en place son propre gouvernement. En particulier à travers le fonctionnement de l'ALENA, la campagne mexicaine a été en grande partie dévastée, de grandes masses de paysans ayant été jetés hors de leurs terres, confrontés à l'incapacité de concurrencer les grosses entreprises américaines et mexicaines. La paysannerie pauvre et la grande masse des pauvres des villes constituent les principales alliées potentielles du prolétariat pour la révolution socialiste.

La classe ouvrière industrielle doit se placer à la tête de toutes les autres couches opprimées de la société et lutter au côté des comités d'ouvriers agricoles et de paysans pour des subventions sous forme de machines agricoles, de tracteurs, de systèmes d'irrigation, de crédits et aussi de semences de qualité. Des emplois bien payés, une éducation bilingue de qualité à tous les niveaux, un système de travaux publics pour garantir les services de base et l'accès aux soins dans les régions indigènes les plus arriérées du pays, tout ceci doit constituer des revendications élémentaires pour le mouvement ouvrier.

La revendication de ce qu'on appelle « la souveraineté alimentaire », défendue notamment par l'UNT [Union nationale des travailleurs], et par de nombreuses organisations paysannes, résonne dans tout le pays. Cette revendication a un caractère défensif, car elle est avancée dans le contexte de ravages que provoquent dans les campagnes l'ALENA et l'asservissement accru envers les impérialistes. Néanmoins, nous n'avançons pas cette revendication. D'après l'Union nationale des organisations paysannes régionales autonomes (UNORCA), la souveraineté alimentaire signifie « la liberté pour les peuples de définir leur politique agricole et forestière ; lutter pour faire sortir l'agriculture et l'alimentation de l'Organisation mondiale du commerce et de tout accord commercial international qui affaiblit notre souveraineté ». Au centre des revendications de l'UNORCA figure la « promo-

tion d'un développement rural équilibré et durable, avec la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques, des programmes institutionnels, des outils et des réformes qui favorisent et protègent la capacité à produire, à industrialiser, à distribuer et à commercialiser les produits stratégiques pour nourrir les Mexicains – sur la base des petits producteurs paysans – comme condition de la souveraineté alimentaire ». Ainsi, derrière la revendication de la « souveraineté alimentaire » se cache un projet réactionnaire et utopique de retour à la petite agriculture paysanne, dans les limites du capitalisme national.

Contrairement aux populistes nationalistes, nous, marxistes, savons que la faim ne pourra être éliminée que dans le contexte d'une division *internationale* du travail, au sein d'une économie socialiste planifiée qui nécessite le renversement du capitalisme dans le monde entier. Perpétuer l'existence d'une paysannerie misérable, culturellement et techniquement arriérée, est réactionnaire. Les marxistes luttent pour la *modernisation* des campagnes. Un gouvernement ouvrier et paysan – la dictature du prolétariat soutenue par les paysans pauvres, qui ensemble décideront des perspectives du pays à travers des soviets (conseils) – luttera pour réaliser ces perspectives en expropriant toutes les exploitations d'agrobusiness du nord et du Bajío [la région des plaines du centre] et en les transformant en fermes d'Etat. En même temps, il cherchera à convaincre, par l'exemple, les paysans pauvres des régions du sud et du centre des avantages de l'exploitation à grande échelle, mécanisée et collective de la terre par rapport aux petits lopins paysans. Le sort de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire sa disparition dans l'océan de l'oppression et de la misère capitaliste ou sa transformation en une classe de prolétaires agricoles dans des campagnes modernisées, dépend du succès de la révolution prolétarienne et de son extension internationale.

Pour l'internationalisme prolétarien !

Le Mexique, même après une révolution prolétarienne, ne pourra pas, livré à lui-même, atteindre le niveau de vie d'un pays du « premier monde ». La modernisation des campagnes, par exemple, nécessitera un niveau scientifique et culturel beaucoup plus élevé que celui du Mexique actuel. *La survie immédiate* d'un Mexique ouvrier dépendra elle-même de l'aide de nos frères et sœurs de classe aux Etats-Unis. En même temps, une révolution socialiste au Mexique aura des répercussions dans toutes les Amériques, et galvanisera le puissant prolétariat multiracial des Etats-Unis. Trotsky l'a expliqué dans les « thèses » de son ouvrage *la Révolution permanente* :

« 10. La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète. »

Beaucoup de gens au Mexique voient à tort les Etats-Unis comme une masse réactionnaire et impérialiste homogène – une vision basée sur le nationalisme bourgeois colporté notamment par le PRD. Mais les Etats-Unis sont une société divisée en classes. La classe ouvrière et les autres classes opprimées du Mexique et des Etats-Unis ont un intérêt

commun à une révolution socialiste dans « El Norte » [les USA]. Nos camarades aux Etats-Unis se battent pour mobiliser la puissante classe ouvrière multiraciale américaine contre les desseins de l'impérialisme yankee, et s'opposent frontalement à l'occupation semi-coloniale de l'Irak, à la présence des troupes impérialistes au Proche-Orient, et à la menace impérialiste américaine contre les Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen. Nos camarades aux Etats-Unis se battent pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrants, moyen concret de forger des liens de solidarité entre les deux prolétariats. Tout ceci s'inscrit dans une perspective de lutte de classe indépendante des partis républicain et démocrate.

En 1991, la Spartacist League/U.S., la Trotskyist League of Canada/Ligue trotskyste du Canada et le Grupo Espartaquista de México, sections de la LCI, ont publié une déclaration intitulée « Halte au viol de "libre-échange" du Mexique par les Etats-Unis ». Nous expliquions que « la lutte pour la révolution ouvrière au Mexique est directement liée à celle des Etats-Unis, notamment à travers le pont humain des millions d'ouvriers mexicains et d'Amérique centrale qui sont "allés au nord". » Cette déclaration appelait les ouvriers mexicains, américains et canadiens à se rallier à l'opposition à ce pacte anti-ouvrier. A bas l'ALENA ! Pour des luttes de classe conjointes des deux côtés de la frontière ! Pour la révolution socialiste dans toutes les Amériques !

Pour une direction lutte de classe ! Forgeons un parti ouvrier révolutionnaire !

Il est clair que les travailleurs mexicains veulent lutter. Mais leurs directions actuelles les subordonnent à la bourgeoisie, que ce soit à travers l'idéologie nationaliste ou par la répression ouverte. Comme prétexte pour ne pas mobiliser ses adhérents pour la manifestation du 31 janvier contre la famine, un porte-parole des syndicats corporatistes regroupés dans la CTM [Confédération des travailleurs mexicains] et historiquement affiliés au PRI a argumenté qu'il fallait « donner du temps » à Calderón pour voir si ses mesures économiques « marchent ». La CTM et le CT [Congrès des travailleurs] ont refusé de participer dès qu'AMLO a confirmé qu'il participerait à la manifestation, et ont ensuite proposé un système de « crédit basé sur le salaire » [pour atténuer l'impact de la crise]. Cette mesure ne ferait qu'endetter les travailleurs auprès de leurs patrons. Ce qu'il faut, c'est augmen-

ter le pouvoir d'achat des travailleurs, pas les enchaîner à vie à leurs exploités par des prêts vampires.

Pour leur part, les syndicats « indépendants » UNT et SME, politiquement alignés avec le PRD bourgeois, ont manifesté le 31 janvier derrière un ensemble de neuf revendications, codifiées dans la « Déclaration du Zócalo », et qui reflètent clairement le programme populiste bourgeois du PRD. Outre des aides pour les campagnes, des hausses de salaires d'urgence et la création d'emplois salariés – des revendications que nous soutenons et qui correspondent à des besoins élémentaires – cette déclaration appelle à « renégocier » et non à **abroger** l'ALENA. Elle appelle à un « grand accord national » sur la base de « l'unité sociale », comme s'il n'y avait pas de divisions de classes au Mexique. Les bureaucraties syndicales veulent unir les masses paupérisées avec les gens qui essaient de les faire mourir de faim. C'est du **nationalisme bourgeois** : des illusions dans la fausse unité entre exploités et exploités, sur la base d'un prétendu intérêt commun à défendre « la patrie ».

Nous, spartacistes, combattons pour remplacer les bureaucraties procapitalistes par une direction lutte de classe, et pour transformer les syndicats en organes de lutte révolutionnaire du prolétariat. Comme Léon Trotsky l'expliquait en 1940, « Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.** »

Cette lutte, et celle pour la démocratie dans les syndicats, ne peut pas être séparée de la lutte pour une **direction révolutionnaire** – un parti ouvrier révolutionnaire léniniste-trotskyiste, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforgee, parti mondial de la révolution socialiste. Un parti bolchévique est l'instrument fondamental pour introduire la conscience politique au sein du prolétariat, la force principale et dirigeante grâce à laquelle la classe ouvrière peut accomplir et consolider la révolution socialiste. Comme l'expliquait Trotsky, « La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti » (*les Leçons d'Octobre*, 1924).

Le socialiste utopique français Fourier faisait remarquer que le niveau d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation universelle. Les révolutions bourgeoises, comme la Révolution française de 1789, ont balayé les institutions féodales qui bloquaient le développement du

capitalisme. Elles ont remplacé des rapports sociaux basés sur les obligations et les privilèges par d'autres basés sur l'égalité contractuelle, et ceci a eu un effet profond sur la famille. La condition des femmes dans les pays capitalistes les plus avancés montre les limites de la liberté et du progrès social sous le capitalisme. D'un autre côté, le caractère arriéré du développement capitaliste au Mexique, son passé colonial et son assujettissement à l'impérialisme se reflètent dans des manifestations d'arriération sociale profondément enracinées. Les membres du PRD et des représentants d'autres partis à l'Assemblée législative de la ville de Mexico ont présenté une pro-

ESPARTACO

Publication du
Grupo Espartaquista
de México

4€ pour 4 numéros
(plus Spartacist,
édition
en espagnol)

Commande :
SEDI
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



position de dépénalisation de l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse quand la femme invoque sa pauvreté ou argumente qu'elle veut contrôler le nombre d'enfants qu'elle mettra au monde. En réaction, l'archi-réactionnaire Eglise catholique appelle à des manifestations pour empêcher l'adoption de cette mesure. Nous, spartacistes, soutenons cette réforme partielle et luttons pour le droit à l'avortement libre et gratuit, pour la libération des femmes par la révolution socialiste et pour les pleins droits démocratiques pour les homosexuels.

L'oppression raciste séculaire anti-indigènes est dérivée de la brutalité coloniale, quand la couronne espagnole décadente profitait des immenses cargaisons d'argent et d'or produites par la surexploitation de la population indigène. Le machisme, l'homophobie, le racisme anti-indigènes et l'antisémitisme sont des idéologies bourgeoises qui servent à justifier des oppressions concrètes et à diviser les opprimés. Un parti révolutionnaire sera, pour reprendre l'expression de Lénine, le « tribunal du peuple ». En luttant contre toutes les manifestations d'oppression et d'arriération sociale, le parti prolétarien incarne l'idéal révolutionnaire marxiste : l'émancipation de toute l'humanité qui passe par l'émancipation du prolétariat.

Le populisme petit-bourgeois radical de l'EZLN et de l'APPO

Dans le contexte de l'affreuse misère et de l'oppression brutale auxquelles la population indigène du pays est confrontée, l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale] a été un pôle de forte attraction pour certains de ceux qui s'opposent aux ravages du capitalisme. En outre, ses critiques du PRD pendant le cirque électoral ont attiré de nombreux jeunes. La « Sixième déclaration » zapatiste proclame ainsi que « le problème du pays n'est pas un parti, mais au contraire le système capitaliste » que « nous devons transformer » (*La Jornada*, 15 janvier 2006). Mais rien dans la « Sixième déclaration » n'est dirigé vers le renversement du capitalisme ; on y trouve des revendications de réformes démocratiques comme, centralement, une nouvelle constitution « qui reconnaîtra les droits et les libertés du peuple, et défendra le faible face au puissant ». Il est utopique de penser qu'avec de nouvelles lois, l'Etat capitaliste pourrait être réformé et mis au service des exploités et des opprimés. Ce qu'il faut, c'est une révolution ouvrière qui abolira la propriété privée.

D'un autre côté, la combativité de l'APPO [Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca], qui a émergé comme alliée des enseignants de la section locale 22 du SNTE [syndicat des enseignants], en grève pendant plus de six mois, a aussi galvanisé ceux qui veulent lutter contre ce régime vil et corrompu. Ses barricades – qui lui donnaient le contrôle d'une partie importante de la ville d'Oaxaca –, et ses affrontements qui continuent aujourd'hui encore avec la police ont été une source d'inspiration pour de nombreux jeunes qui veulent davantage que des élections truquées et des guignoleries parlementaires. Mais ses luttes ne vont pas au-delà d'appels au renvoi du gouverneur-bourreau Ulises Ruiz. Ainsi, bien qu'au début de leurs luttes ils aient appelé à boycotter les élections, les dirigeants de l'APPO et du comité local 22 du SNTE ont fini par appeler à voter pour AMLO.

Le populisme nie la division fondamentale de la société de classes entre prolétariat et bourgeoisie, et y substitue une division simpliste entre riches et pauvres, niant ainsi le rôle central de la classe ouvrière comme agent fondamental du

changement social. En fait, les zapatistes sont apparus en 1994 en rejetant explicitement la lutte pour la révolution prolétarienne. Les populistes limitent leur programme à des réformes démocratiques, dans un cadre étroitement capitaliste et nationaliste. Nonobstant leur combativité et leurs intentions, les populistes « radicaux » comme l'EZLN et l'APPO finissent dans l'orbite du PRD, et essaient de faire pression sur lui.

La chaîne syphilitique du populisme petit-bourgeois

Notre perspective marxiste révolutionnaire s'oppose non seulement à toutes les variétés de populisme, mais aussi aux organisations qui se proclament marxistes et qui sont à la remorque de forces de classe étrangères au prolétariat, en limitant leur programme au terrain national mexicain. L'exemple le plus grotesque est peut-être la Tendance militante [Militante], qui en réalité fait *partie intégrante* du PRD bourgeois. Militante déclare avec une naïveté touchante qu'« AMLO doit lutter contre le capitalisme » (*Militante* n° 154, deuxième quinzaine de septembre 2006). C'est comme appeler le pape à lutter pour les droits des homosexuels. Militante ne fait que *renforcer* les illusions suicidaires dans le parti bourgeois qu'est le PRD, et sa politique pave la voie à de sanglantes défaites pour la classe ouvrière.

La Liga de Trabajadores por el Socialismo (LTS) lance toutes sortes de mots d'ordre contre le coût de la vie, comme des « emplois pour tous », une « augmentation générale d'urgence des salaires » (*Estrategia Obrera* n° 58, 24 janvier), etc. Mais sans même mentionner le combat pour la révolution socialiste dans son article, le programme de la LTS est *réformiste*, totalement dans le cadre du capitalisme. La LTS écrit : « Malheureusement, le PRD, qui se présente comme un parti "démocratique" et contre la répression, a soutenu cette action », c'est-à-dire la gigantesque récente opération policière dans le Michoacán. La LTS ne mentionne même pas la participation *directe* du PRD à l'agression sanglante contre les travailleurs de Lázaro Cárdenas en avril de l'année dernière ! Au lieu de ça, elle appelle « toutes les organisations qui se prétendent démocratiques (comme celles qui constituent la CND [Convention nationale démocratique]) » à la rejoindre pour former un « Comité national de coordination contre la répression ». Autrement dit, la LTS appelle à un bloc politique avec le parti bourgeois qu'est le PRD.

L'Internationalist Group (IG) a été constitué il y a onze ans par d'ex-membres démoralisés de notre organisation. Incapables d'affronter les conséquences de la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992, et la régression du niveau de conscience ouvrière qui a suivi cette défaite historique pour le prolétariat, ils ont déserté le trotskysme pour se mettre à la remorque de forces de classe hostiles, en enjolivant la conscience existante et en s'y adaptant.

L'IG est incapable d'affronter les illusions massives dans le populisme, et s'emploie à inventer sa propre réalité. Elle se livre à toutes sortes de contorsions pour présenter AMLO comme simplement un « néolibéral à visage humain », minimisant ainsi les effets dévastateurs de l'ALENA et de toutes les politiques néolibérales des dernières quatre présidences. Elle tourne le dos à la lutte pour la défense des droits démocratiques élémentaires et des besoins les plus pressants des pauvres.

Dans un article récent (« Contre le *tortillazo*, imposons le contrôle ouvrier ! La crise des tortillas au Mexique, produit du capitalisme », *El Internacionalista*, janvier), l'IG tire pour

l'essentiel un trait d'égalité entre l'ancien régime semi-bonapartiste du PRI et la politique de famine actuelle, ouvertement pro-impérialiste, du PAN. Ainsi, tout en mentionnant incidemment le « désastre » provoqué par l'ALENA, l'IG argumente que « ni la pauvreté des petits paysans ni les migrations forcées n'ont commencé il y a 15 ans », minimisant de ce fait l'affreuse misère et l'assujettissement croissant du Mexique à l'impérialisme qu'a produits ce traité prédateur. Finalement, l'IG écrit :

« En outre, en maintenant le coût des tortillas à un niveau bas et le prix du maïs à un niveau élevé, il [le gouvernement] subventionnait les industriels mexicains en abaissant le coût de reproduction de "sa" force de travail. Autrement dit, il utilisait la "souveraineté alimentaire" pour laisser les travailleurs se noyer dans la pauvreté à cause des bas salaires. »

L'IG argumente qu'il ne faut pas lutter pour que les produits alimentaires restent bon marché, parce que ça signifie que les salaires resteront bas ! Cette position est purement et simplement **réactionnaire**.

L'IG refuse de défendre les acquis partiels. Avec cette logique, il doit s'opposer à la défense de l'industrie pétrolière nationalisée, et en fait à toutes les revendications qui visent à améliorer le sort de la classe ouvrière et des opprimés avant la révolution socialiste. Tant que le capitalisme existe, chaque réforme, chaque acquis de la classe ouvrière et des opprimés sera nécessairement partiel et réversible à tout moment. Mais ce n'est pas une raison pour que les révolutionnaires laissent tomber la lutte pour les conquêtes partielles ; au contraire, notre objectif est de mobiliser la classe ouvrière, à la tête de tous les pauvres et de tous les opprimés, dans la lutte pour leurs besoins les plus pressants, pour préparer le renversement général de toute la classe capitaliste. Comme l'expliquait Lénine :

« Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital. »

– « Marxisme et réformisme » (1913)

Les leçons de la Commune de Paris de 1871

La lutte combative des masses d'Oaxaca a tapé dans l'œil de la gauche prétendument « trotskyste » qui a démontré dans les faits son rejet éhonté de la révolution permanente de Trotsky. La LTS salue dans cette lutte la « Commune d'Oaxaca » qu'elle compare à la Commune de Paris de 1871. Rien n'est plus faux. La Commune de Paris était une **révolution sociale**, le premier exemple dans l'histoire de la **dictature du prolétariat**. Mais, pour commencer, la classe ouvrière industrielle existe à peine à Oaxaca ! En réalité, la lutte d'Oaxaca était basée complètement sur les enseignants syndiqués et les masses petites-bourgeoises paupérisées. Pour des trotskystes authentiques, le problème n'est pas d'enjoliver la réalité, mais de lutter pour mobiliser le **prolétariat industriel urbain** à la tête de tous les opprimés, dans la lutte pour la révolution socialiste.

Une des principales leçons de la Commune de Paris – qui à la fin a été écrasée par la réaction bourgeoise, au prix de



Manifestation à l'occasion de la Journée internationale des femmes à Petrograd en 1917. La banderole exige l'augmentation des rations alimentaires des familles de soldats.

30 000 morts dans les rangs ouvriers – a été que le prolétariat ne peut pas s'emparer de l'appareil d'Etat existant et l'utiliser pour ses propres intérêts. Comme nous l'ont appris Marx et Engels, l'Etat bourgeois est fait de détachements d'hommes armés, dont la tâche est de défendre le mode de production capitaliste, qui est basé sur la propriété privée et l'exploitation du travail. Le cœur de l'Etat, c'est l'armée, la police, les tribunaux et les prisons. La classe ouvrière doit détruire l'Etat bourgeois par une révolution socialiste, et ériger à la place un Etat **ouvrier** pour défendre la position du prolétariat comme nouvelle classe dirigeante contre la bourgeoisie récalcitrante. Les leçons de la Commune de Paris, en ce qui concerne la conception marxiste de l'Etat – telles qu'elles ont été codifiées notamment dans *l'Etat et la révolution* de Lénine, un texte fondamental du marxisme révolutionnaire – ont joué un rôle crucial dans la Révolution russe de 1917, la seule révolution ouvrière victorieuse de l'histoire.

Toute la perspective de l'APPO était basée sur des illusions dans la réforme démocratique de l'Etat capitaliste, avec comme instrument pour la mener à bien le PRD. La LTS partage ces illusions ; une de ses revendications les plus fréquentes, adressée à l'Etat bourgeois lui-même, est « Pour la dissolution des forces répressives de l'Etat ». Croire que la bourgeoisie accepterait jamais de « dissoudre » son Etat n'est pas seulement utopique, mais vraiment suicidaire – c'est une position réformiste, en contradiction avec l'essence du marxisme.

Le rejet par l'IG, dans les faits, de la révolution permanente, pousse ce groupe, comme nous l'avons déjà vu, d'un côté à s'abstenir de lutter pour les droits élémentaires et pour des mesures visant à satisfaire les besoins de base de la population ; d'un autre côté, ce rejet le conduit directement à faire l'éloge du populisme de gauche. Oaxaca est un bon exemple. L'année dernière, l'IG affirmait que les enseignants d'Oaxaca « savent que le PRI, le PAN et le PRD, c'est la même chose » (*El Internacionalista/Edición México* n° 2, août 2006), une position qu'il a dû abandonner quelques jours plus tard seulement, quand les enseignants et l'APPO ont appelé à un « vote sanction » contre le PRI et le PAN – c'est-à-dire pour le PRD. Plus récemment, l'IG écrivait que les masses de l'APPO « n'avaient pas une perspective politique révolutionnaire explicite » (*El Internacionalista*, janvier), laissant ainsi enten-

dre qu'ils avaient une perspective implicite – et seul l'IG sait ce que ça signifie ! Aujourd'hui, dans une tentative désespérée pour peindre l'APPO en rouge, l'IG dit que « le soutien de l'APPO au candidat à la présidentielle du PRD, Andrés Manuel López Obrador, pour l'élection du 2 juillet, était vu par beaucoup de grévistes d'Oaxaca comme une manœuvre "tactique" contre Ulises Ruiz Ortiz [URO] : un vote pour AMLO contre URO. Mais pour les dirigeants de l'APPO, c'était stratégique. » L'IG abandonne le point de départ de toute politique révolutionnaire : le soutien politique à la bourgeoisie n'est pas une « tactique » astucieuse, mais une illusion mortelle qui ne peut conduire qu'à la défaite.

De façon pas très différente de la LTS, l'IG abandonne aussi la conception marxiste de l'Etat. Ainsi, dans un article récent, il cite sans la moindre critique – et en faisant vibrer la corde pathétique – les paroles d'un étudiant d'Oaxaca adressées aux policiers : « la situation du pays vous a fait choisir entre quitter votre patrie ou vous engager dans cette force [la Police préventive fédérale] parce que vous n'aviez pas d'autre choix », mais « vous devriez être de notre côté, parce que vous êtes comme nous. Regardez votre peau, vos mains, vous êtes de la même couleur que nous. Vous êtes aussi des Huicholes, des Mixes, des Tarahumaras [des peuples indigènes] » (*El Internacionalista*, novembre 2006). L'IG, en fait, approuve ce genre de déclaration, et ajoute : « S'adresser aux envahisseurs policiers pour qu'ils ne répriment

pas peut être une tactique correcte dans certaines circonstances, et suicidaire dans d'autres. Penser que la police "fait aussi partie du peuple" est une dangereuse illusion. » Présenter ce genre d'appels libéraux à la police comme, encore une fois, un autre type de « tactique » astucieuse ne peut que semer des illusions mortelles dans l'Etat bourgeois.

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Crise économique récurrente et répression sont endémiques au système capitaliste. La seule solution pour mettre fin à l'une et à l'autre est de renverser le capitalisme par une révolution ouvrière internationale. La victoire du prolétariat à l'échelle mondiale mettra une abondance matérielle inimaginable au service des besoins humains, jettera les bases de l'élimination des classes et de l'éradication de l'inégalité sociale basée sur le sexe, et l'abolition même de la signification sociale des races, des nations et des ethnies. Pour la première fois, l'humanité prendra les rênes de l'histoire et contrôlera sa propre création, la société, avec comme résultat une émancipation des potentialités humaines dont on peut à peine rêver, et une avancée gigantesque de la civilisation. C'est alors seulement qu'il sera possible de réaliser le libre développement de chaque individu, condition nécessaire du libre développement de tous. Reforgeons la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Pour une lutte de classe...

Suite de la page 2

sarkozyste : vote Chirac en 2002 (PS, PCF, LCR), soutien à Chirac contre Bush en Irak (les mêmes), soutien à la campagne raciste contre le foulard islamique dans les lycées (PS, LO, une partie de la LCR), soutien au rétablissement de l'ordre capitaliste lors de la révolte des banlieues (PS, PCF, LO initialement), soutien à la campagne anti-« casseurs » pendant la lutte contre le CPE (PS, LO, PCF partiellement), et ainsi de suite.

Une période de confrontation brutale s'ouvre devant nous. Mais il n'est pas du tout dit qu'il s'agira simplement d'un massacre unilatéral des acquis ouvriers. Le pays est polarisé. Le prolétariat, y compris certains secteurs ayant une importante composante d'origine maghrébine et africaine, a fait preuve de combativité ces derniers mois, de la grève de PSA à Aulnay à celle des éboueurs parisiens ou des dockers de Marseille, qui ont remporté en mars une épreuve de force contre Gaz de France et le gouvernement. Il y a eu des actions ouvrières combatives, comme celle des marins de la SNCM qui ont bloqué des expulsions de sans-papiers vers l'Algérie. Une lutte de classe déterminée et acharnée peut stopper l'offensive des capitalistes, comme cela a été déjà le cas dans le passé. Dans une telle lutte la classe ouvrière doit se débarrasser de ses directions réformistes traîtres en les remplaçant par une direction lutte de classe, opposée à la collaboration de classes, combattant les divisions racistes dans la classe ouvrière, indépendante de l'Etat bourgeois politiquement et financièrement. Pour cela il faut une perspective non pas de maintenir le système capitaliste, mais de le renverser et d'établir un pouvoir prolétarien, la seule voie pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation capitaliste et la terreur raciste qui est inhérente à celle-ci. Il faut construire un parti de même type que le parti bolchévique de Lénine qui avait conduit les ouvriers russes à

la victoire en octobre 1917. Nous luttons pour construire un parti de ce type.

De la contre-révolution capitaliste en Union soviétique aux attaques de Sarkozy

Sarkozy aime à penser qu'il est l'homme qui mettra au pas la classe ouvrière française. Il a fait une partie de sa campagne sur la base qu'il allait en finir avec l'esprit de Mai 68 ; par là il entendait non pas seulement les libertés individuelles chèrement acquises, mais surtout la puissance de la classe ouvrière qui avait pris davantage confiance en elle avec la grève générale de Mai et considérait que les ouvriers et les opprimés ont des droits. Sarkozy a l'intention de s'en prendre d'abord au droit de grève des cheminots et à leurs retraites, dans l'objectif de poursuivre son attaque plus largement contre l'ensemble de la classe ouvrière et des opprimés. Avec la destruction de l'Union soviétique la bourgeoisie revient partout dans le monde sur les acquis qu'elle avait dû concéder aux ouvriers lorsque l'URSS existait encore, malgré la déformation que lui imprimait la caste stalinienne qui avait usurpé le pouvoir politique.

L'existence de l'URSS pendant plus de 70 ans montrait que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir, exproprier la bourgeoisie et développer la production d'une manière inconcevable sous le capitalisme : l'URSS était passée en quelques décennies d'une puissance marquée par une énorme paysannerie arriérée, soumise aux ravages de la guerre civile et des interventions impérialistes (culminant avec l'opération Barbarossa de Hitler en 1941), à la deuxième puissance industrielle mondiale, la première ayant envoyé un homme dans l'espace. Il y avait d'énormes acquis pour les travailleurs. C'est pourquoi les trotskystes ont inconditionnellement et jusqu'au bout, en 1991-1992, défendu militairement l'Union soviétique. Mais, au nom de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, les bureaucrates staliniens du Kremlin, qui avaient usurpé le pouvoir en URSS à partir de 1924, et les

PC des pays capitalistes, ont trahi de nombreuses occasions de faire la révolution, notamment en Juin 36 et Mai 68 en France, mais aussi en Espagne en 1936 ou encore en Grèce après la Deuxième Guerre mondiale, et Gorbatchev a finalement pavé la voie à la restauration contre-révolutionnaire du capitalisme par Eltsine en 1991-1992. La destruction de l'URSS était le résultat ultime de la banqueroute du stalinisme.

Les trahisons stalinienne ont contribué à la perte de l'immense prestige qu'avait l'Union soviétique parmi les travailleurs à la suite de la Révolution d'octobre 1917, quand elle inspirait les travailleurs dans le monde. Mais aujourd'hui la bourgeoisie propage le mensonge que le destin de l'URSS elle-même serait la preuve que le socialisme ne peut pas marcher et qu'il faut accepter le règne du capital pour l'éternité. Aujourd'hui les travailleurs de l'ex-URSS et d'Europe de l'Est au chômage, qui cherchent un travail à l'Ouest (où on leur refuse généralement les mêmes droits qu'aux autres travailleurs), peuvent avoir un sentiment amer sur le mensonge de la « démocratie » bourgeoise et ses soi-disant libertés diffusé par la bourgeoisie.

La contre-révolution a provoqué une régression du niveau de conscience dans la classe ouvrière, notamment en France où les ouvriers avancés avaient été massivement prosoviétiques et aspiraient à construire une société socialiste. Les masses travailleuses ne partagent plus cette compréhension et cet objectif pour le moment ; l'absence d'une perspective d'une société socialiste laisse les travailleurs sur la défensive et désarmés. Pour préparer les nouvelles batailles il est indispensable de tirer les leçons de la contre-révolution.

Mais on ne peut attendre cela de la gauche, de Royal à Laguiller, qui a soutenu la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS ! Lutte ouvrière par exemple s'était mise du côté des contre-révolutionnaires polonais de Solidarność, chéris du pape, de Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Si LO critiquait Solidarność, c'était... en quelque sorte de la droite, pour soi-disant ne pas avoir cherché de façon suffisamment décisive à détruire l'Etat ouvrier déformé polonais en décembre 1981 :

« Il reste que Solidarité a choisi de ne pas toucher à l'armée alors qu'elle aurait pu le faire, qu'elle aurait pu le tenter et alors que l'armée intacte, c'était une épée suspendue au-dessus de la tête de la classe ouvrière. »

- Lutte de classe,
19 janvier 1982

De même, LO avait inconditionnellement soutenu une réunification capitaliste de l'Allemagne lors de la chute du mur de Berlin, déclarant : « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés » (*Lutte de classe*, décembre 1989). Nous avons au contraire à ce moment-là jeté toutes nos forces pour défendre l'Etat ouvrier déformé est-allemand, pour une révolution politique prolétarienne pour virer la bureaucratie stalinienne qui abdiquait, pour établir une véritable démocratie ouvrière basée sur le pouvoir de conseils ouvriers. Nous luttons pour réorganiser l'économie

est-allemande sur la base d'une coopération accrue avec l'Union soviétique, dans la perspective de révolution politique prolétarienne là-bas aussi contre la bureaucratie dirigée par Gorbatchev. Là où LO soutenait la réunification capitaliste de l'Allemagne, nous luttons pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne.

Et aujourd'hui, alors que la gauche partage l'idée que la Chine serait déjà capitaliste et diffuse le chauvinisme des bureaucrates syndicaux contre les délocalisations en Chine (voir notre article sur Airbus dans *le Bolchevik* n° 179), nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution. C'est sur cette base que nous sommes pour une révolution politique ouvrière pour remplacer le pouvoir arbitraire de la bureaucratie stalinienne nationaliste chinoise par un régime de démocratie des conseils ouvriers et un programme d'internationalisme prolétarien. Et de même nous défendons la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba, les autres Etats ouvriers déformés restants.

Ségolène Royal, elle, s'est attachée à montrer lors du débat télévisé du 2 mai entre elle et Sarkozy qu'elle était peut-être encore plus anticommuniste que lui, dans la tradition de Mitterrand qui dirigeait en Europe de l'Ouest la croisade impérialiste contre l'URSS au début des années 1980. Royal a même menacé la Chine d'un boycott des Jeux olympiques l'année prochaine, soi-disant pour protester contre les massacres au Darfour commis par le régime soudanais soutenu par la Chine (la Chine a des intérêts pétroliers en Afrique et elle marche sur les plates-bandes de l'impérialisme français). Et sur l'Iran, Royal s'est déclarée plus néocolonialiste que Bush (et Sarkozy) en rappelant qu'elle s'opposait même à ce que l'Iran puisse avoir des centrales électriques nucléaires. **Troupes françaises, hors d'Afrique, du Liban et d'Afghanistan ! Impérialistes, bas les pattes devant l'Iran ! L'Iran a besoin d'armes nucléaires et de missiles pour se défendre contre la menace impérialiste !**

Les leçons de la révolte des banlieues et du CPE

Sarkozy, qui avait momentanément quitté le gouvernement Chirac après la privatisation d'EDF, critiquant le gouvernement pour ne pas en avoir tiré profit pour y aller une bonne fois pour toutes contre les travailleurs, considère qu'il

ABONNEZ-VOUS !



3 € pour 4 numéros (1 an) plus Spartacist

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn



Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

a la légitimité après les élections pour tailler dans le vif, « au Kärcher », et tout de suite. Et cela comprendra d'attiser l'hystérie contre les jeunes des banlieues pour diviser la classe ouvrière. Le gouvernement Sarkozy-Chirac avait porté à un tel point les provocations policières et la terreur raciste dans ce pays que cela a débouché sur la révolte des banlieues, où la gauche (PS, PCF, LO), au lieu de mobiliser les travailleurs pour défendre les jeunes des banlieues assiégés par les flics, avait ignominieusement appelé au rétablissement de l'ordre capitaliste raciste ; cette capitulation avait jeté les bases pour la loi pour l'inégalité des chances, dont faisait partie le CPE.

La riposte ouvrière avait fini par faire reculer le gouvernement qui avait dû capituler sur le CPE. Mais les attaques qui s'annoncent maintenant sont d'une tout autre ampleur, ce gouvernement prétendant disposer d'une légitimité politique que n'avait pas le gouvernement Chirac déjà usé jusqu'à la corde – et que la bureaucratie syndicale est prête à lui reconnaître ! La CGT a par exemple insisté après la victoire de Sarkozy qu'elle « respecte le résultat du suffrage universel » (*le Figaro*, 8 mai). Elle envisageait la défaite avant le combat, et avant même les élections, un représentant de la CGT déclarant (*le Figaro*, 24 avril) : « Si Nicolas Sarkozy est bien élu, il bénéficiera d'un état de grâce qui lui permettra de faire passer ses mesures dès le début de son mandat. »

La bureaucratie syndicale se base politiquement sur une couche supérieure d'ouvriers relativement bien payés, rendus plus conservateurs par l'âge, les acquis obtenus à l'ancienneté et à la qualification. Sarkozy compte sur la servilité de la bureaucratie syndicale, qui est dédiée à servir sa propre bourgeoisie. Elle accepte déjà de discuter le service minimum, qui viderait de son contenu le droit de grève dans les transports (d'après *le Figaro*, Jean-Claude Mailly, le chef de FO, a simplement demandé de prendre « le temps de la négociation »). Sarkozy a lui-même bouclé la privatisation d'EDF en 2004 (il était alors ministre de l'Economie) en maniant la carotte (quelques « garanties » promptement reniées sur le maintien de l'Etat dans le capital et sur les régimes de retraites du personnel en place – au détriment des nouveaux embauchés) et le bâton : des poursuites judiciaires ont été engagées et sont encore en cours (soi-disant pour corruption) contre les bureaucrates syndicaux en liaison avec leur utilisation des largesses d'EDF vis-à-vis du comité d'entreprise. **Levée des poursuites !** Les patrons ont moins à se soucier de la servilité de la bureaucratie syndicale que de sa capacité à contrôler et enrégimenter sa base, neuf travailleurs sur dix n'étant pas syndiqués, pour empêcher une explosion dans le pays.

Et le dernier gouvernement Chirac-Sarkozy a avancé dans les négociations avec l'ensemble des appareils syndicaux pour augmenter le montant des subventions versées par la bourgeoisie aux syndicats, au prorata des résultats aux élections professionnelles organisées parmi les travailleurs. Financièrement, les syndicats ne devraient dépendre que des cotisations de leurs membres, et pas des largesses de l'Etat et des patrons pour les ficeler.

Sur la base de ces quelques miettes tombées de la table des patrons, les bureaucrates syndicaux s'identifient à leurs propres capitalistes, contre les rivaux étrangers de ceux-ci, et se comportent, selon l'expression qu'affectionnait Lénine, comme les « lieutenants ouvriers du capital ». On en a une caricature avec les bureaucrates de FO chez Airbus qui se sont démenés pour casser une grève sauvage massive qui avait éclaté entre les deux tours des élections. Mais les appareils de la CGT et du syndicat SUD ne sont pas fondamentalement dif-

férents, ils ont simplement en général une base plus combative (voir notre article sur la grève chez PSA Aulnay, page 6).

Toutefois les syndicats sont aussi sous la menace avec certaines mesures annoncées par Sarkozy, comme la limitation du droit de grève et la « liberté de candidature » au premier tour des élections syndicales, dont le but est de renforcer considérablement les « syndicats maisons » à la solde directe des patrons, et qui ne sont pas des syndicats ouvriers. Les syndicats, malgré leur direction traître, demeurent des organisations de défense économique de la classe ouvrière, même s'ils sont de plus en plus dépendants de l'appareil d'Etat bourgeois qui les finance. Sous la pression de leur base, les syndicats pourraient se retrouver à diriger d'importantes luttes défensives dans la période qui vient, et notamment parmi les cheminots.

La clé pour repousser les attaques qui vont pleuvoir, c'est une question de direction des syndicats. Ce qu'il faut, c'est une bataille politique contre le programme de collaboration et de capitulation des directions syndicales actuelles. Une direction révolutionnaire défendrait l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois. Comme l'écrivait Trotsky en 1940 :

« Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. [...] A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. »

Une direction révolutionnaire lutterait pour des **syndicats industriels**, regroupant dans un même syndicat tous les travailleurs d'une industrie. Il faut **syndiquer les non-syndiqués**, notamment les jeunes des banlieues en contrat précaire et intérim, et les femmes travailleuses qui sont davantage soumises au temps partiel et à la précarité.

La LCR, ou la réforme par la loi

Le principal argument que nous avons rencontré pour le vote Royal, ce n'était pas des justifications pour son programme raciste et anti-ouvrier, mais simplement que son élection représenterait un moindre mal par rapport à Sarkozy. C'est aussi l'argument mis en avant par LO et la LCR pour capituler devant le front populaire. Il est vrai que Sarkozy veut casser les reins du mouvement ouvrier et mener des attaques de grande ampleur contre différentes couches de la population – mais Royal n'est pas moins déterminée à renforcer l'impérialisme français. Elle désire simplement une mise en œuvre plus « pacifique » en se basant sur la collaboration avec les « partenaires sociaux » plutôt que la « rupture » de Sarkozy.

A « gauche de la gauche », la grande gagnante des élections a été la LCR. Non seulement elle a bénéficié de l'intérêt des médias capitalistes pour sa vedette télégénique, « le petit facteur » Olivier Besancenot, elle s'est présentée comme une petite organisation social-démocrate de gauche crédible, refusant d'aller manger à la soupe du PS contrairement à José Bové et au PCF. Besancenot n'accepte pas de postes ministériels de Royal – mais n'a jamais vraiment caché qu'au deuxième tour il faudrait « battre la droite », c'est-à-dire voter Royal. L'appel de Besancenot était particulièrement utile à Royal pour rallier les hésitants parmi les travailleurs et les minorités, puisqu'il insistait qu'il n'aimait pas son programme, qu'il le critiquait, mais que malgré tout il

fallait se mobiliser « dans les urnes » contre Sarkozy. Besancenot était à peine né que déjà la LCR soutenait le front populaire au deuxième tour des élections (elle avait voté pour l'Union de la gauche de Mitterrand contre Giscard en 1974), et elle n'en a jamais démordu depuis 33 ans, sauf à considérer les présidentielles de 2002, où la LCR avait par défaut appelé à voter carrément pour Chirac contre Le Pen. Sitôt la victoire de Sarkozy connue, la LCR s'est fendue d'appels à la « résistance » qui, une nouvelle fois, culmineront dans le vote « contre Sarkozy » au deuxième tour des élections législatives, c'est-à-dire pour le front populaire de Royal.

La « profession de foi » diffusée par Besancenot aux électeurs montrait parfaitement le réformisme de la LCR. Loin de parler de la révolution socialiste, même pour dans un lointain avenir, Besancenot se contentait de proposer quelques mesures à faire adopter par le Parlement : « bloquer par la loi » les prix des loyers et de l'immobilier, « par la loi, interdire les licenciements, réduire le temps de travail », « je soutiens la proposition de loi-cadre contre les violences faites aux femmes », « la loi Fillon sur les retraites doit être abrogée », etc. Cela a plus à voir avec un calendrier parlementaire à proposer au Parti socialiste qu'avec un programme révolutionnaire, même si Besancenot décore ses propositions de quelques références aux grèves ouvrières de Mai 68 et Juin 36 (voir à ce propos notre article page 11).

Bien sûr qu'il faut lutter contre les licenciements, et face aux fermetures d'usines lutter pour obtenir des indemnités substantielles et des programmes de formation garantissant le retour à l'emploi. Toutes les concessions que la classe ouvrière a pu arracher aux capitalistes ont toujours été le résultat d'une dure lutte de classe. Mais le chômage est inhérent au capitalisme ; la LCR le sait parfaitement, et elle ment aux travailleurs quand elle propage l'illusion que l'on pourrait interdire les licenciements « par la loi ».

Lutte ouvrière : le crime du vote Royal ne paie pas

Ces élections se sont soldées par un score lamentable pour LO, son plus bas score en six candidatures à l'élection présidentielle (1,33 %) ; il y a cinq ans Laguiller avait fait plus de 5,7 % en se présentant clairement en opposition à tout vote pour Jospin. Cette année, le soir même du premier tour, Arlette Laguiller s'est distinguée en lançant immédiatement un appel solennel à voter pour Royal, alors même que celle-ci se préparait à élargir le front populaire à droite avec les démocrates-chrétiens de François Bayrou. *Lutte Ouvrière* du 27 avril précisait sur son titre en grand que son appel était « sans réserve mais sans illusion, à voter pour Ségolène Royal ». Même Besancenot, l'électeur invétéré et inconditionnel du front populaire, avait des formulations un peu plus alambiquées pour couvrir sa propre trahison.

LO a expliqué en long et en large à ses militants que ce vote est simplement une question de tactique. En effet, LO décide ses consignes simplement selon sa perception des illusions des ouvriers moyens ; elle ne leur dira jamais que ce qu'elle pense qu'ils sont prêts à entendre, de peur de se couper d'eux. C'est tout le contraire d'un parti trotskyste d'avant-garde qui doit toujours dire la vérité, quelque amère qu'elle soit, sans avoir peur de nager contre le courant si nécessaire. Mais l'été dernier, au sortir de la lutte contre le CPE, LO avait remarqué qu'il y avait un fort sentiment parmi l'électorat populaire qu'il fallait « battre la droite » au bout de cinq ans d'attaques effrénées, et donc ils se sont adaptés à ce



Lutte ouvrière, ou les récidivistes du front populaire : en 1981 LO avait appelé à voter pour Mitterrand dans pratiquement les mêmes termes qu'aujourd'hui pour Royal.

qu'ils ressentiaient être le niveau de conscience de ces travailleurs (la minorité de LO avait une perception un peu différente, et c'est pourquoi sa tactique à elle était de ne pas appeler ouvertement au vote Royal – sans aller toutefois jusqu'à appeler à ne pas voter Royal).

Dans son document de conférence de décembre dernier, LO avait souligné qu'il ne fallait rien faire dont on puisse lui reprocher ensuite que cela aurait fait perdre la ou le candidat de « la gauche ». Et ils ont tenu parole. Cette abjecte capitulation de LO n'était pas pour nous une surprise : nous l'avions annoncée dès notre numéro de décembre dernier, où nous traitions LO de *récidivistes* du front populaire. Selon l'opportunité, LO vote pour le front populaire, puis quand il est devenu impopulaire elle s'y refuse (par exemple en 1988, 1995 ou 2002). En 1981 LO avait appelé à voter pour François Mitterrand en des termes presque identiques à aujourd'hui, et en 1997 elle avait de même appelé à voter pour le PS ou le PCF dans les dizaines de circonscriptions où le Front national se maintenait au deuxième tour.

Royal avait commencé sa carrière comme haut fonctionnaire de Mitterrand, puis elle avait été sous-ministre de Jospin pendant cinq ans, cinq ans de féroces attaques contre la classe ouvrière, de privatisations effrénées, etc., que LO avait à l'époque dénoncées. Et là Royal faisait campagne explicitement pour « réconcilier les Français avec l'entreprise », c'est-à-dire avec le capitalisme. Comment est-ce que LO pouvait demander aux travailleurs de refaire encore une fois l'expérience ? Qu'est-ce que Royal promettait de différent cette fois-ci ? L'« ordre juste » ? Royal avait personnellement, depuis le Ministère de l'Éducation sous Jospin, lancé de féroces chasses aux sorcières anti-« pédophiles » qui ont directement conduit, entre autres, au scandale du procès d'Outreau (voir notre article sur la responsabilité de Royal là-dessus dans *le Bolchévik* n° 178). Lors de son débat télévisé avec Sarkozy, Royal a exigé que les « pédophiles » restent en prison indéfiniment après avoir purgé leur peine, à moins

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

qu'un « expert » n'estime qu'ils ne sont plus « dangereux ». On a vu lors des procès d'Outreau ce que vaut la parole des « experts » de la justice capitaliste.

Tout le programme de Royal était à l'avenant, et cela aurait déjà dû être une raison suffisante pour ne pas voter pour elle. Et en annonçant son alliance avec des partis bourgeois (PRG, MRC chevènementiste, puis les bayrouistes), le PS s'engageait par avance à trahir la classe ouvrière et défendre les intérêts de la bourgeoisie. C'est pourquoi des marxistes ne pouvaient en aucun cas donner de soutien critique à Royal, même au deuxième tour, car la tactique du soutien critique n'a de sens que pour jouer sur la contradiction entre les promesses d'un parti ouvrier-bourgeois et ce qu'il va effectivement faire contre les travailleurs une fois au pouvoir.

Trotsky disait en novembre 1935, peu après la constitution du front populaire en France : « Le mot d'ordre de l'« unité » devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime. *Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français* ». Quand LO vote pour le PS en alliance avec les radicaux de gauche et les chevènementistes, elle donne simplement une couverture à ceux qui font l'unité avec ces forces bourgeoises. Un parti révolutionnaire doit être là pour éduquer et élever la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, et c'est dans ce but qu'il se sert des élections. Mais LO, déclarant s'adapter à la conscience des ouvriers moyens, rabaisse en fait le niveau idéologique au niveau de ces derniers.

LO et la question de l'Etat

Cette trahison de Lutte ouvrière n'est pas une aberration commise une fois tous les dix ans. Elle découle du fait que, tout comme la LCR, c'est une organisation *réformiste*. LO, si elle n'écrit *jamais* sur la nécessité d'une révolution prolétarienne, n'en parle pas moins à ses militants comme d'une perspective lointaine. C'est ce qu'on appelle le « socialisme du dimanche ». En attendant la révolution, LO se contente de demander quelques réformes dans le cadre du capitalisme. Le réformisme, c'est un programme basé sur l'illusion que l'on peut obtenir des capitalistes et de leur Etat des réformes durables pour les travailleurs, ce qui rend inutile la lutte pour la révolution socialiste. Le « programme de défense des travailleurs » présenté par Arlette Laguiller pour les élections est explicitement un programme de réformes dans le cadre du capitalisme :

« j'expose ce programme qui n'a rien de révolutionnaire en ce sens qu'il ne prévoit ni l'expropriation du capital, ni la transformation de la propriété privée de l'ensemble des grandes entreprises en propriété collective, en propriété d'Etat. »

— *Lutte Ouvrière*, 6 avril

Ce qui est remarquable dans cet aveu, c'est non seulement que Laguiller avoue franchement qu'elle ne présente pas un programme révolutionnaire, mais de plus elle donne à entendre qu'il suffirait de revendiquer que l'Etat, *c'est-à-dire l'Etat capitaliste*, collectivise les grandes entreprises pour que ce programme devienne révolutionnaire. Rien n'est plus faux. Le parti travailliste britannique, qui ne s'est jamais même revendiqué du marxisme, a exigé pendant des dizaines d'années la nationalisation des principaux leviers de commande de l'économie (Blair a finalement éliminé cette « clause IV » du programme travailliste). La bourgeoisie peut être amenée à nationaliser un certain nombre de canards boiteux, comme cela s'était passé au début des années Mitterrand en France ou après la Deuxième Guerre mondiale en Grande-Bretagne.



Photos LP/Olivier Corsan

Scènes de la vie parisienne : gare du Nord à l'heure de pointe, le 27 mars. Flics, matons et vigiles, hors des syndicats !



Mais pour collectiviser l'économie il faut se baser sur d'autres forces que l'Etat capitaliste. L'Etat bourgeois se compose au fond de détachements spéciaux d'hommes armés (la police, l'armée, les gardiens de prison) dédiés à maintenir par la violence l'ordre capitaliste. Nous luttons pour une révolution ouvrière au cours de laquelle l'Etat bourgeois sera détruit, ses bandes d'hommes armés étant remplacées par les bandes d'hommes armés du prolétariat révolutionnaire. Notre perspective, c'est de lutter pour des conseils ouvriers, basés sur l'armement des ouvriers. Les délégués de ces conseils assureraient un pouvoir à la fois exécutif et législatif. De tels conseils, les « soviets », étaient apparus en février 1917 en Russie. Les bolchéviks gagnèrent la majorité dans les soviets, et en octobre arrachèrent le pouvoir à la bourgeoisie, établissant un Etat ouvrier, la dictature du prolétariat, et mettant ensuite en place une économie collectivisée, planifiée et centralisée à travers le pouvoir des soviets.

LO est à l'opposé d'une telle perspective. Pour LO l'Etat de la bourgeoisie n'est pas un organe de répression, mais un organisme au-dessus de la société, et qui pourrait aussi agir pour le compte des travailleurs, « répondre aux problèmes des gens, aider les victimes, accueillir correctement celles qui veulent déposer plainte, régler les conflits de voisinage avant qu'ils ne dégénèrent... » (*Lutte Ouvrière*, 13 avril). Ils écrivent dans le même article, paru juste après le raid policier de la gare du Nord :

« Une police de proximité, que réclame entre autres le Parti Socialiste, résoudrait-elle ce problème ? Il faudrait déjà que ce ne soit pas qu'un saupoudrage de quelques policiers lâchés sou-

vent sans formation dans des quartiers difficiles. Il faudrait aussi que les policiers aient une attitude tout autre que celle qu'ils ont lors de leurs actions "coup de poing", où tout habitant est a priori un suspect. Une police qui serait en contact permanent avec la population, au courant des problèmes de sécurité qu'elle rencontre et soucieuse de les régler, pourrait au moins permettre aux habitants de vivre mieux en contenant la délinquance, à défaut de l'éradiquer. »

S'il faut que « ce ne soit pas qu'un saupoudrage », combien de flics LO demande-t-elle ? Les jeunes des banlieues ne sont-ils pas déjà soumis à un « contact permanent » avec les flics ? Est-ce que LO ignore que la « formation » de la police consiste à apprendre à manier la matraque, le flash-ball et le flingue contre les piquets de grève et les jeunes de banlieues ? Les flics, les vigiles et les gardiens de prison ne sont pas des travailleurs, et nous sommes contre leur présence dans les syndicats.

Comme nous l'avons expliqué dans le dernier numéro du *Bolchévik*, nous refusons, sur la base de cette compréhension marxiste de la nature de l'Etat capitaliste, de nous présenter à des élections pour des postes exécutifs de l'Etat, qui au fond sont des postes de chef de flics, que ce soit le poste de président de la République ou celui de maire. Se présenter à de tels postes renforce l'illusion dans la classe ouvrière que dans certaines circonstances, comme en Juin 36 lors de grandes mobilisations de masse (précisément les circonstances où il ne serait pas absurde d'envisager l'éventualité qu'un militant d'« extrême gauche » soit élu), on pourrait diriger l'Etat bourgeois pour le faire tourner pour le bénéfice des ouvriers. LO envisage pourtant explicitement cette éventualité, pourvu qu'elle soit soutenue par « l'action de la classe ouvrière ». Par exemple, dans le discours d'Arlette Laguiller à Rouen le 16 mars, elle disait :

« Une candidate qui combat leur système n'a qu'une seule chance d'être élue : être portée par une très puissante lutte sociale, des grèves, des manifestations, par l'action collective de millions d'exploités. Mais, même élue dans ce genre de circonstances exceptionnelles, je ne pourrais rien faire sans que l'action de la classe ouvrière se prolonge bien au-delà des élections. »

« Programme de défense des travailleurs » contre programme de transition vers la prise du pouvoir

Le programme électoral de LO (distribué avec le numéro du 6 avril de *Lutte Ouvrière*) renferme toute une série de revendications du style « l'Etat leur fournira éventuellement une aide », « l'Etat le paiera au prix du marché d'il y a cinq ans », « l'Etat préemptera le pourcentage de terrain correspondant », etc. C'est l'Etat-providence au sens propre du mot. LO est même soucieuse de l'équilibre du budget, puisqu'en face de toutes ces dépenses supplémentaires de l'Etat (131,5 milliards d'euros) elle propose des recettes supplémentaires de 157 milliards ! LO fait mieux que Bayrou pour diminuer le déficit et la dette !

Donc LO propose de prendre 157 milliards d'euros aux patrons. Elle semble juste avoir oublié un détail : est-ce que les patrons vont accepter cela ? Poser la question c'est y répondre. Les capitalistes organiseraient plutôt un coup d'Etat. C'est ce qui est arrivé aux militants de gauche chiliens en 1973 qui, enchaînés à la bourgeoisie par le front populaire d'Allende, s'étaient engagés à ne pas toucher aux corps répressifs de l'Etat bourgeois et qui ont été assassinés et emprisonnés par dizaines de milliers. LO prétend que pour imposer son plan d'urgence il faudrait simplement « un puis-

sant mouvement social susceptible de faire peur au patronat et de le faire reculer ». En fait un mouvement social d'une telle puissance amènerait à une confrontation frontale avec la bourgeoisie, une confrontation où ce serait une trahison si la direction de la classe ouvrière à ce moment-là ne cherchait pas à s'en saisir pour lutter pour renverser pour de bon tout le système capitaliste.

Au lieu des comptes d'apothicaire de LO sur les chiffres de la Fondation de l'abbé-Pierre quant au nombre de mal-logés, il faut un plan de reconstruction massive des banlieues, sous le contrôle des syndicats. Au lieu de la revendication utopique de LO de l'interdiction des licenciements dans le cadre du capitalisme, il faut avancer un programme de *répartition du travail entre toutes les mains, sans perte de salaire. A travail égal, salaire égal !* Comme le disait Trotsky dans le *Programme de transition* :

« Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. »

Surtout, pour lutter pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, il est indispensable de lutter frontalement contre le racisme qui divise la classe ouvrière. Il faut avancer fermement la revendication des *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés*. Pour les jeunes des banlieues, qui ont pour la plupart des papiers français et qui, même s'ils sont frappés de façon disproportionnée par le chômage, sont intégrés au prolétariat de ce pays, il faut lutter contre toutes les formes de discrimination raciste à l'embauche, dans l'éducation, dans l'octroi des HLM, dans l'accès aux boîtes de nuit. *A bas la loi raciste de Chirac-Ferry excluant les jeunes femmes voilées des écoles ! A bas Vigipirate !*

LO est incapable de faire cela. Leur « programme de défense des travailleurs » ne mentionne même pas la question du racisme ! Non seulement ils ont été à l'avant-garde de la lutte contre les femmes voilées qui a ouvert la voie à la loi Chirac-Ferry, ils avaient initialement signé un appel à rétablir l'ordre pendant la révolte des banlieues, et ils se sont joints pendant la lutte contre le CPE à la campagne contre les « casseurs », un mot de code raciste de la bourgeoisie et ses médias pour désigner les jeunes des banlieues (voir notre supplément au *Bolchévik* de mars 2006). Au lieu d'organiser la défense des cortèges ouvriers et étudiants contre les charges de flics, les bureaucrates syndicaux, soutenus et représentés par LO, avaient collaboré avec les flics contre les jeunes. En ne combattant pas le racisme à l'intérieur de la classe ouvrière, LO et les autres organisations réformistes facilitent le travail de la bourgeoisie qui inévitablement va utiliser le poison du racisme pour chercher à étouffer une lutte de classe contre les attaques qui s'annoncent.

Si nous, trotskystes, sommes contre les expulsions de femmes voilées, c'est parce que ce sont des exclusions racistes, une facette de la campagne raciste multiforme contre les jeunes des banlieues décrits comme un terreau pour le terrorisme islamique. Il n'empêche que nous sommes et avons toujours été contre le voile, symbole de l'oppression des femmes. En Afghanistan nous avons salué l'Armée rouge en 1979 qui se battait contre les Ben Laden et autres mollahs financés par la CIA et le régime obscurantiste saoudien – et soignés par le « French doctor » anticommuniste Bernard Kouchner, pont de PS et aujourd'hui ministre de la diplomatie secrète de Sarkozy. Nous étions pour l'extension des acquis d'Octobre 1917 aux peuples afghans, et nous

avons dix ans plus tard dénoncé la trahison de Gorbatchev vis-à-vis des femmes afghanes quand il a retiré les troupes soviétiques, pavant la voie à la contre-révolution en Europe de l'Est et en URSS même. L'Union soviétique de Lénine et Trotsky avait montré la voie de la **libération des femmes par la révolution socialiste**. Un parti bolchévique doit chercher appui parmi les femmes travailleuses. **Pour le droit à l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et immigrées, y compris après la douzième semaine !** Pour que les femmes aient vraiment le droit au travail, à plein temps, il faut des **crèches gratuites et de qualité, ouvertes 24 heures sur 24 !**

Le « programme de défense des travailleurs » d'Arlette Laguiller est à la fois un minable programme de réformes totalement insuffisant pour répondre aux besoins vitaux des travailleurs et demeurant dans le cadre du capitalisme, il est en même temps irréalisable sous le capitalisme. Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* :

« La IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSI-

TION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Le *Programme de transition* a été écrit en 1938, dans une période de défaites de la classe ouvrière alors que le monde s'approchait de la boucherie de la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant Trotsky traçait la seule perspective correcte, celle qui pointait en direction de la révolution prolétarienne. Aujourd'hui nous vivons dans un monde façonné par la destruction de l'URSS, une catastrophe terrible pour le prolétariat du monde. La révolution semble plus lointaine que jamais, et les ouvriers font preuve d'une **régression** de leur niveau de conscience suite à ces défaites. Mais la lutte de classe continue du fait de la division fondamentale de la société en classes sociales. Comme nous l'écrivions dans notre « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » (*Spartacist* n° 32, printemps 1998) :

« Le seul moyen de surmonter cette régression et de permettre à la classe ouvrière de devenir une classe **pour** soi, c'est-à-dire qui combat pour la révolution socialiste, c'est de reforgez un parti léniniste-trotskyiste international comme direction de la classe ouvrière. Le marxisme doit regagner l'adhésion du prolétariat. »

C'est notre tâche. Rejoignez-nous ! ■

Mumia Abu-Jamal...

Suite de la page 32

déferlement de protestations internationales, dont l'élément crucial était une mobilisation syndicale internationale, a contribué à retenir la main du bourreau. Mais ce mouvement a été politiquement démobilisé par les libéraux et les organisations de gauche réformistes, qui pendant des années ont subordonné la revendication de la libération de Mumia à un appel pour un nouveau procès, colportant ainsi des illusions dans la "justice" des tribunaux capitalistes. »

« Alors que nous sommes dans les ultimes développements judiciaires du cas de Mumia », poursuit Herson, « des manifestations de masse, centrées sur le mouvement ouvrier, sont plus que jamais une nécessité urgente. » Rachel Wolkenstein, conseillère juridique du PDC, qui a fait partie de l'équipe d'avocats de Mumia de 1995 à 1999 et a dirigé l'enquête qui a permis d'obtenir les aveux de Beverly et d'autres preuves de l'innocence de Mumia, faisait remarquer que « c'est une bonne chose que le tribunal procède à une audition et prenne en considération ces arguments juridiques. Mais nous ne pouvons pas faire confiance aux tribunaux, qui ont piégé Mumia, pour qu'ils lui rendent maintenant justice. Nous devons redoubler d'efforts pour empêcher l'Etat d'exécuter Mumia, ou de l'ensevelir dans le tombeau qu'est la prison à vie. » Wolkenstein poursuivait : « On ne pourra pas libérer Mumia sans une mobilisation qui soit consciente de l'étendue de la haine que l'Etat a pour lui. »

Wolkenstein avait démissionné de l'équipe d'avocats de Mumia lorsque son principal avocat d'alors, Leonard Weinglass, avait escamoté les aveux de Beverly. Dans une déclaration sous serment reproduite dans la brochure du CDDS *La lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal - Mumia est innocent !*, Beverly déclare qu'il avait été embauché pour tuer Faulkner, dont on dit qu'il gênait la prostitution, le jeu, le trafic de drogue et les pots-de-vin à la police. Les aveux de Beverly démontrent que l'injustice faite à Mumia n'était pas le fait d'un flic, d'un procureur ou d'un juge indigne donnés, mais le produit d'un système judiciaire dont l'objectif est de réprimer

la classe ouvrière, les minorités et les pauvres pour le compte de la classe dirigeante capitaliste. Comme l'expliquait Wolkenstein, « Mumia a été, du début à la fin, la victime d'une machination grossière : preuves fabriquées de toutes pièces, témoins parjures, juges convaincus à l'avance, mensonges et manipulations des journaux. »

« Les capitalistes qui nous gouvernent », poursuivait Wolkenstein, « savent que Mumia est innocent, qu'il n'a pas tué le policier Faulkner. Et ils savent que, depuis l'âge de 15 ans, Mumia exprime une opposition farouche au système d'oppression raciste qui est la pierre angulaire du capitalisme américain. A leurs yeux, c'est là un crime qui mérite la mort. C'est ce qu'ils ne lui pardonneront pas. » Les forces de « l'ordre » raciste ne font pas mystère de leur détermination à imposer le lynchage judiciaire de Mumia. On l'a vu avec la décision du Fraternal Order of Police [association de policiers] de boycotter le défilé de la Saint-Patrick à Newark, dans le New Jersey, qui rendait hommage au membre de la Chambre des représentants Donald Payne, un démocrate noir. Payne est l'un des 31 membres du Congrès qui seuls ont voté contre une résolution présentée en décembre dernier à la Chambre des représentants condamnant la ville de Saint-Denis, en banlieue parisienne, pour avoir baptisé une rue du nom de Mumia.

Le potentiel est là pour mobiliser des manifestations de masse sur la base que Mumia est innocent, et qu'il est victime

Informations • Publications • Evénements

Visitez le site internet du

**PC Partisan Defense
Committee**

www.PartisanDefense.org

Contactez le Comité de défense sociale :

MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris

tél : 01 42 08 01 49

e-mail : cdds-france@hotmail.fr

d'une machination raciste et politique ; on peut le voir par le nombre de signataires, de tous horizons, d'une déclaration du PDC intitulée « Nous exigeons la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal, qui est innocent » qui souligne les aveux de Beverly et autres preuves. Cette déclaration a été publiée à l'automne dernier dans le *Nation*, l'*Amsterdam News* de New York, le *Chicago Defender* et le *San Francisco Bay View*, et elle a été reproduite par la suite dans l'*Humanité*, le journal du Parti communiste français, dans le *Morning Star* en Grande-Bretagne et dans plusieurs autres journaux en Allemagne et au Canada.

Cette déclaration a été signée par des organisations syndicales en Italie, au Canada, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Mexique, en Afrique du Sud et en Australie, ainsi que par les lauréats du prix Nobel Nadine Gordimer en Afrique du Sud et Dario Fo en Italie, et par le sous-commandant Marcos, dirigeant de l'Armée zapatiste de libération nationale au Mexique. Aux Etats-Unis, elle a été signée par la branche new-yorkaise de la Coalition of Black Trade Unionists (Coalition des syndicalistes noirs), par plusieurs sections syndicales de l'Amalgamated Transit Union (syndicat de travailleurs des transports en commun) et de l'International Longshoremen's Association (ILA, syndicat des dockers), ainsi que par la section 1199 du SEIU Est (syndicat des travailleurs de la santé) de New York. Parmi les signataires les plus récents figurent l'ex-députée de l'Etat de Géorgie

Cynthia McKinney, l'universitaire noir très connu Cornel West, le poète sud-africain Dennis Brutus et l'artiste de hip-hop Chuck D.

En France aussi, des syndicats se mobilisent pour la libération de Mumia Abu-Jamal. La déclaration a aussi été signée, entre autres, par la Fédération CGT des cheminots, le Syndicat national des journalistes CGT, la Fédération syndicale unitaire (FSU) de l'Aude et SUD TMT. Egalement, des syndicats ont voté des motions pour appeler à la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal : parmi celles-ci, la motion votée au Congrès national de la FSU, celle de l'Union Nationale des syndicats C.G.T. CEGELEC et Filiales, ainsi que celles du Syndicat général des ouvriers dockers du Havre (CGT) et du Syndicat des services postaux parisiens (SUD Solidaires). José Bové, Gilles Perrault, Henri Alleg, Maurice Rajsfus, et de nombreuses autres personnalités l'ont aussi signée.

Si elle est victorieuse, une lutte centrée sur le mouvement ouvrier pour libérer Mumia sera un coup porté aux attaques tous azimuts de la bourgeoisie américaine contre nos droits, et elle donnera au mouvement ouvrier une idée de son immense puissance sociale potentielle. Le combat pour Mumia fait partie intégrante de la lutte pour la libération des Noirs, qui ne peut être menée à bien qu'avec une révolution prolétarienne socialiste détruisant toute la machinerie de l'injustice capitaliste raciste. **Libérez Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

Il faut de l'argent pour payer la défense !
Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages « *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* » (2 euros pour 25 exemplaires)

Commandez la brochure du CDDS « *La lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal* ». Cette brochure arme ceux qui luttent pour libérer Mumia, montrant la base politique de la vendetta contre Mumia. Elle contient les preuves explosives qui démolissent complètement la machination depuis plus de vingt ans contre cet éloquent combattant pour la libération des Noirs. (56 pages, 1 euro)

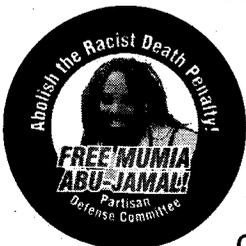
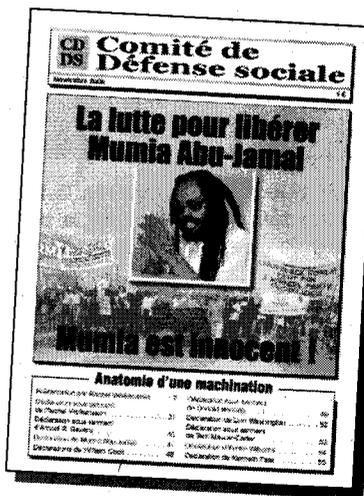
Demandez le badge « *Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty !* » (1 euro pièce)

Commandez la vidéo en anglais du PDC « *Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal* » contenant aussi le témoignage d'Arnold Beverly. (10 euros le DVD, 15 euros la cassette VHS)

(cassette VHS)

Toute les commandes se font par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale (adresse ci-contre).

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale.



Pour une défense lutte de classe pour la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal !



Workers Hammer



Workers Vanguard

Meeting le 5 mai à Londres, à l'initiative du Partisan Defence Committee britannique. Parmi les intervenants il y avait Rachel Wolkenstein (au centre sur la photo), avocate du PDC aux USA et ancienne avocate de Mumia entre 1995 et 1999. Au micro, Gareth Pierce, avocate renommée en Grande-Bretagne pour sa défense des victimes de la persécution de l'Etat.

Nous reproduisons ci-dessous un tract du Comité de défense sociale (CCDS).

* * *

2 avril — La cour d'appel américaine du « troisième circuit » a informé les avocats de Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique condamné à mort, qu'il y aura le 17 mai à Philadelphie une audience dans le cadre de la procédure d'appel au titre de l'*habeas corpus* engagée par Mumia. Dans une lettre aux partisans de Mumia annonçant cette audience, Robert Bryan, l'avocat de Mumia, souligne que celui-ci « est toujours en grand danger. S'il perd, il sera exécuté. » C'est un tournant décisif pour Mumia. Il est probable qu'il sera fait appel de la décision du « troisième circuit », quelle qu'elle soit, devant la très réactionnaire Cour suprême américaine.

L'équipe d'avocats de Mumia et l'accusation ont toutes deux fait appel des jugements rendus en 2001 par le juge du tribunal de district William Yohn, qui avait annulé la condamnation à mort de Mumia mais avait maintenu tous les aspects de sa condamnation de 1982, résultat d'une machination contre Mumia. Mumia, porte-parole du Black Panther Party dans sa jeunesse, plus tard partisan de MOVE et journaliste réputé, est dans le couloir de la mort depuis 24 ans, condamné à tort pour le meurtre de Daniel Faulkner, un policier de Phi-

adelphie, et condamné à mort explicitement pour les positions politiques qu'il défendait quand il était membre des Black Panthers. Une montagne de preuves démontrent l'innocence de Mumia, dont les aveux d'Arnold Beyerly où celui-ci déclare que c'est lui, et non Mumia, qui avait tué Faulkner. Les aveux de Beverly ont été présentés devant les tribunaux en 2001. Mais pour les racistes en robe noire, un tribunal n'est pas l'endroit pour présenter les preuves de l'innocence de Mumia, un homme qui se bat pour les opprimés.

Le Partisan Defense Committee (PDC), l'organisation soeur aux USA du CCDS, est une organisation de défense légale et sociale qui prend fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S. Comme l'explique Gene Herson, coordinateur du PDC pour les questions syndicales : « Nous nous battons depuis longtemps pour mobiliser ceux qui se battent contre l'injustice raciste, ceux qui s'opposent aux exactions de l'impérialisme américain, et, de façon cruciale, le mouvement ouvrier, aux Etats-Unis et au niveau international, autour des mots d'ordre : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! En 1995, alors que Mumia faisait face à un ordre d'exécution, un